

Acteurs et mémoire des villes nouvelles

Première campagne d'archives orales
menée auprès des acteurs de la genèse des villes nouvelles
françaises

par Sabine Effosse

(agrégée et docteur en Histoire, maître de conférences à l'Université de Tours)

Juin-Septembre 2002

Entretiens de MM :

Michel BOSCHER
Philippe BRONGNIART
Michel GIRAUD
Serge GOLDBERG
Roland NUNGESSER
Georges PEBEREAU
René ROSSI
Jean-Eudes ROULLIER
Guy SALMON-LEGAGNEUR

La retranscription des entretiens a été amendée par les auteurs qui ont donné leur accord pour consultation publique.

Toute citation devra faire mention des références suivantes : Nom du témoin, entretien réalisé par Sabine Effosse, le (date de l'entretien), numéro de l'entretien, *Première campagne d'archives orales « Acteurs et mémoires de villes nouvelles »* réalisée pour le compte du Programme interministériel Histoire et Evaluation des villes nouvelles.

Documents également consultables sur Internet sur le site du Centre de Documentation de l'Urbanisme : <http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu>

Sur les villes nouvelles voir également le site du Programme interministériel Histoire et Evaluation des villes nouvelles : <http://www.villes-nouvelles.equipement.gouv.fr>, ainsi que le site de l'association Urbamet : <http://www.urbamet.com>

Acteurs et mémoire des villes nouvelles

Campagne d'archives orales

Entretien de **Jean-Eudes Roullier**

Archiviste : **Sabine Effosse**

Date de l'entretien : **10 juillet 2002**

N° de l'entretien : **1**

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES

Jean-Eudes ROULLIER

Date de naissance :

20 février 1931 à Paris (17^{ème})

Etudes et Diplômes :

Institut des Sciences Politiques

Licence en Droit

DES d'Economie politique

ENA (1955-1957)

Carrière :

Inspecteur des Finances (1958)

Entrée au District de la région de Paris (1962)

Conseiller technique au cabinet de X.F. Ortoli (Ministre de l'Equipement) : mai 1967- mai 1968, puis aux cabinets de R. Galley et d'A. Chalandon : juin 1968-juin 1969

Secrétaire général du Groupe de travail interministériel pour les villes nouvelles de la région parisienne (1967-1970)

Secrétaire général du Groupe Central des Villes Nouvelles (décembre 1970-1978)

Président du GCVN (1993-1999)

Chargé de mission par le Premier Ministre pour le Programme d'histoire et d'évaluation des villes nouvelles, depuis 1999.

Sabine Effosse

Nous allons revenir sur votre longue carrière aux Villes Nouvelles. Nous allons commencer tout d'abord par votre expérience en Algérie, puisque c'est ce qui a conditionné votre rencontre avec Paul Delouvrier, et qui a contribué à créer un petit réseau avec vos camarades de promotion. Je pense à Jérôme Monod, Guy Salmon-Legagneur, Michel Rocard, que vous avez eu certainement l'occasion de retrouver plus tard. On commencera par l'Algérie : à la fois la rencontre avec Pierre Racine dès 1955, puis ensuite le service militaire en tant que stagiaire, jeune Inspecteur des Finances, la rencontre avec Paul Delouvrier, votre recherche d'un "point de chute" vers 1962 et votre entrée au District jusqu'en 1978 quand vous quittez le Groupe Central des Villes Nouvelles en tant que secrétaire général. Alors je vous écoute sur l'Algérie, vous y arrivez en 1955 tout d'abord pour un premier stage, c'est cela ?

Jean-Eudes Roullier

En 1955, l'Ecole Nationale d'Administration avait prévu des stages en Algérie, ce qui était une nouveauté. Normalement, les stages se déroulaient dans des préfectures métropolitaines. Il y avait donc eu quelques élèves de la promotion, six ou sept, qui ont été envoyés en Algérie pour un premier stage de huit jours à Alger avec Pierre Racine. Au bout de huit jours, on tirait au sort les affectations ; la plupart étaient dans des grandes villes. J'étais affecté à Molière ! Je n'avais jamais entendu parler de ce village qui se trouvait dans les montagnes au sud d'Orléansville, dans un magnifique cirque montagneux. C'est ce que l'on appelait à l'époque une commune mixte. C'était l'Ancien Régime, si j'ose dire, en Algérie. Je me suis donc retrouvé dans ce village de 100 à 300 habitants qui tenait pour l'essentiel à l'existence de mines de fer ou de zinc auprès l'administrateur de la « commune mixte » qui était l'administrateur colonial. Cela m'a valu une grande réputation auprès de Pierre Racine. J'avais à l'époque une vieille "jeep". La guerre d'Algérie avait commencé un an auparavant. Dans l'Ouest, c'était le calme parfait. On faisait des centaines de kilomètres en voiture dans une région qui était restée tout à fait calme. Pierre Racine venait inspecter ces stagiaires sur le terrain, et l'administrateur de la commune mixte, qui avait le sens de l'opportunité, m'avait dit : *"Je connais Racine, nous allons installer un chantier de travaux publics dans le bled, vous serez sous la tente."* J'ai donc accueilli Pierre Racine. J'y suis resté trois jours et j'ai eu une excellente note de stage. Je n'avais pas fait grand-chose. C'est propre au stage : on regarde plus qu'on ne fait soi-même. Par ailleurs, cela m'a marqué beaucoup, puisque j'ai notamment participé en spectateur au trucage des élections à l'Assemblée Algérienne, où l'on retrouvait 80 % de voix pour le candidat officiel dans le décompte officiel, mais ceci est une autre

histoire. J'avais aussi rencontré des gens à Alger. C'était l'Algérie coloniale avec ses bons et ses mauvais côtés. Il était aveuglant que c'était intenable à terme. C'était en 1955.

Sabine Effosse

Combien de temps y êtes-vous resté ?

Jean-Eudes Roullier

Six mois, les six premiers mois de 1955. J'ai terminé mon stage à la Préfecture de Rennes. Et j'ai été réexpédié en Algérie en 1957, où j'ai été rappelé sous les drapeaux comme tout le contingent. J'avais fait mon service militaire dans l'Infanterie, ce qui est exceptionnel à l'ENA. A l'époque, tout le monde y faisait son service militaire dans l'Armée de l'Air. Nous étions six ou sept sur une promotion de soixante dix. Nous avons été expédiés tous les sept à Orléansville, non loin de mon stage, et après le tremblement de terre, dans une caserne où les bâtiments étaient pour la moitié effondrés. Nous avons traîné dans la caserne où nous avons été reçus par le Général de Brébisson l'un après l'autre. Celui-ci m'a annoncé mon envoi « dans une future station de sports d'hiver », Bou Caïd-Molière, que je connaissais bien puisque j'y avais fait mon stage, ce qui m'a permis des comparaisons intéressantes. Il y avait une particularité, c'est qu'à Bou Caïd, qui était le village d'à côté de Molière, on était deux : Jérôme Monod et moi-même. Nous nous sommes retrouvés dans la même chambre, dans un village qui était devenu un véritable camp fortifié, où convergeaient trois routes. A 100 mètres, sur chacune, il y avait un petit fortin en parpaings avec des créneaux, des mitrailleuses. C'était un peu le désert des tartares. On était trois à vrai dire. J'avais aussi un vieil ami. On avait donc décidé le premier jour d'aller faire un petit tour à pied. On nous avait alors dit que c'était imprudent, qu'il ne fallait pas sortir des limites du village, mais malgré ces interdictions, nous avons quand même voulu grimper sur un petit piton, avec nos armes, sous la protection de mitrailleuses. Cela a été le début d'un lien assez personnel avec Jérôme Monod, mais qui est resté un grand ami, ce qui n'a pas été totalement dépourvu de conséquences pour la suite. J'y suis resté cinq mois, puis nous avons été rapatriés sur Alger. On est redevenus stagiaires pendant un mois. Jérôme Monod connaissait bien le Préfet Chaussade, Secrétaire général du gouvernement général de l'Algérie. Et il m'a emmené avec lui. On a passé quelques semaines à Alger auprès de Chaussade. En 1957, on est rentré à Paris. En 1958, Jérôme Monod, est sorti à la Cour des comptes. J'ai perdu un peu de temps pour raisons de santé et je me suis raccroché à la promotion suivante qui a été envoyée en bloc en Algérie à la sortie du classement final. J'ai du refaire un stage de six mois où

Monsieur Chaussade m'a repris auprès de lui. C'était début 1958. On était une bonne soixantaine de la promotion auprès de divers responsables. On avait un réseau de renseignements assez fantastique puisqu'on se téléphonait, on déjeunait ensemble. Est arrivé le 13 mai 1958 où le Gouvernement général a été pris d'assaut par des manifestants fortement aidés par les parachutistes. J'ai passé quasiment la journée du 13 mai 1958 avec le Général Massu, le Préfet Chaussade, le Général Salan. En quelques heures, j'ai assisté à l'effondrement complet d'un pouvoir.

Sabine Effosse

A quoi tenait cet effondrement ?

Jean-Eudes Roullier

Cela tenait d'une part à une émotion réelle. L'origine était qu'il y avait eu des morts, des Français qui avaient été tués en Tunisie, et il devait y avoir une grande manifestation au monument aux morts qui se trouvait à trois cent mètres du Gouvernement général à Alger. Cela devait être une grande manifestation populaire au monument aux morts. Personne n'imaginait que cela se terminerait ainsi. J'avais eu l'idée un peu surréaliste de monter sur le toit du Gouvernement général afin d'y prendre quelques photos. De là, on avait une vue directe plongeante sur le monument aux morts. Il y avait toutes les dames : Madame Chaussade, Madame Lacoste, venues assister au spectacle... J'ai donc pris des photos au moment où on a vu que des gens commençaient à dévier et à remonter du monument aux morts vers le Gouvernement général. Il y avait des camions de parachutistes, qui comme par hasard, se trouvaient là pour enfoncer les grilles. Des gendarmes et des CRS étaient présents au rez-de-chaussée du Gouvernement général pour protéger la République. "Ils" se sont fait enfoncer par les parachutistes, il y a même eu des batailles à coup de grenades lacrymogènes. Je suis donc redescendu avec un réflexe très terre-à-terre, celui de fermer à clé mon bureau. C'est le seul bureau de l'étage qui n'ait pas été saccagé. J'en suis ressorti au moment où les manifestants rentraient au rez-de-chaussée. Et là, dans un brouillard de gaz lacrymogène, tout le monde pleurait. Quelqu'un m'a pris par le bras. C'était Gillard, un camarade de promotion, un militaire d'origine qui était au cabinet de Monsieur Lacoste. Gillard avait eu le réflexe républicain de sortir sur le balcon, d'y décrocher le drapeau tricolore, il s'en était fait une toge, il avait essayé d'haranguer et de calmer la foule. Après avoir reçu trois cailloux, il était rentré. Il avait un buste romain comme on voit dans l'histoire antique, et alors il m'a pris par la main et m'a demandé à moi et à un gendarme de nous mettre en haut de l'escalier en tenant

solidement la rampe à chaque bout avec une meute hurlante de lycéens qui montaient et qu'il a interpellés dans les brouillards de lacrymogène sur le thème : "*Ne touchez pas un lieu sacré de la République !*" La foule s'est arrêtée, éberluée de voir cette statue avec une toge bleu blanc rouge. Et puis on s'est retrouvé par terre, sans dommage. Je suis alors remonté sur le toit et là, je me suis retrouvé avec deux pistolets dans les côtes. Des gens étaient montés aux Télécommunications pour en prendre le contrôle. J'avais beaucoup impressionné mes parents car dans le Figaro du lendemain, il y avait eu une grande photo du Général Massu et moi, prise à un moment où j'avais croisé le Général Massu. Et donc, on parlait d'un mystérieux jeune homme à lunettes qui jouait un rôle dans tout cela. J'ai donc beaucoup inquiété mes parents. J'ai eu quelques semaines de liberté complète. J'étais somptueusement logé, seul, dans la « villa Arthur », un magnifique palais musulman où habitait Monsieur Chaussade qui avait disparu. Le capitaine Sergent s'était installé dans mon bureau, qui me laissait entrer pour prendre du papier quand je voulais. Je suis resté à Alger assez longtemps pour y entendre le Général de Gaulle faire son discours du 30 juin. Au bout de quelques semaines, j'ai été rapatrié, toujours grâce à Jérôme Monod qui, lui, était à Paris. Le Général de Gaulle avait créé un Secrétariat général pour les affaires algériennes avec René Brouillet qui en était le délégué. Nous étions une petite douzaine dans l'équipe. J'y ai passé quelques semaines. Durant l'été, on a renvoyé toute la promotion en Algérie pour que chacun puisse exercer ses fonctions les uns comme sous-préfet, moi comme inspecteur adjoint des Finances. On est allé inspecter divers services financiers. Il y a eu un épisode qui a été pour moi assez décisif. Monsieur Delouvrier a été envoyé en Algérie par le Général de Gaulle, qui se méfiait des militaires. Il était directeur de la CECA. Il a donc été envoyé quinze jours ou trois semaines, à titre privé pour lui faire un rapport sur la situation. A Alger, il a souhaité rencontrer des stagiaires de l'ENA. Guy Caron de la Carrière, un très bon ami, qui possédait un appartement agréable, avait organisé un dîner avec lui, Michel Rocard, moi-même et quelques autres. On a passé une soirée à raconter à Paul Delouvrier notre vision des choses. Je l'ai apparemment beaucoup impressionné en lui montrant les photos que j'avais prises du haut du toit du Gouvernement général. Ce sont des photos historiques, qui ont permis de comprendre la prise de pouvoir très bien organisée. Je suis resté assez fasciné par Paul Delouvrier, cet homme de quarante-cinq ans à l'époque, qui avait un côté Gary Cooper, un homme très chaleureux, une force de la nature extraordinaire. On avait des amis parmi ses proches. Je suis rentré en France au tout début de l'année 1959 pour continuer mes tournées d'inspection. J'ai eu quelques problèmes avec l'Inspection des Finances, puisqu'en rentrant en France, j'ai trouvé une lettre du Président

du Muséum d'histoire naturelle qui me proposait une bourse assez somptueuse pour faire le tour du monde.

Sabine Effosse

C'était un canular ?

Jean-Eudes Roullier

Je l'ai cru un moment, mais pas du tout. C'était la fondation Singer-Polignac. Elle me proposait une bourse, d'une valeur de 30 000 francs qui, en 1958, représentait quelque chose. La seule condition était de s'engager à quitter la France pendant huit mois. C'était une bourse créée deux ans auparavant. Je suis donc parti en voyage pendant huit mois. Huit mois, pas un jour de moins, pas un jour de plus. Cela m'a ouvert pas mal d'horizons. La seule contrainte, c'était de garantir que je n'étais pas en France pendant huit mois et de remettre un rapport de vingt pages dactylographiées, qui a été publié comme les quatre rapports des quatre lauréats. Cela a duré quelques années, puis la bourse a disparu. Guy Caron de la Carrière était attaché commercial à New Delhi, avec qui j'ai fait de longues balades. J'ai aussi travaillé grâce à lui au Commissariat au Plan indien pendant quelques semaines. Et puis, j'avais été accueilli au Japon dans une famille par l'intermédiaire d'amis de mes parents. Leur fils me servait d'interprète, qui était ravi de faire de grands voyages. Ce qui a créé chez moi une passion pour le Japon. J'y suis d'ailleurs retourné un certain nombre de fois par la suite. J'ai séjourné au Vietnam, en Iran, au Népal. Comme la Chine restait désespérément fermée, j'ai terminé en Amérique du Sud, au Pérou puis au Mexique.

Sabine Effosse

Vous êtes revenu, et l'Inspection vous a repris.

Jean-Eudes Roullier

J'ai fait mes quatre ans de tournées, de vérifications. En 1961, Paul Delouvrier a été nommé Délégué général au District de la Région de Paris. Il a demandé à l'Inspection des Finances de faire une enquête sur les inégalités de fiscalité locale en région parisienne. Il voulait publier un Livre blanc fiscal pour dénoncer les inégalités de taux d'imposition. Il y a donc eu une « brigade » à l'Inspection des Finances, dans laquelle j'ai été amené à travailler deux ou trois mois sur la fiscalité locale en région parisienne sous la direction de Philippe Rouvillois, qui est resté une autorité morale dans l'Inspection des Finances. Au bout de trois quatre mois, on a

rendu un rapport. On a revu Paul Delouvrier, et celui-ci a demandé à l'Inspection des Finances un chargé de mission pour suivre ce rapport et préparer le Livre blanc qu'il souhaitait publier, et en même temps pour suivre un certain nombre de dossiers auprès de lui. J'ai donc présenté ma candidature. J'ai d'ailleurs l'impression que cela ne l'a pas tellement emballé. Il avait été très impressionné par Jacques Friedmann, qui a fait une brillante carrière. Toujours est-il que j'ai été embauché. Je me souviens avoir hésité un peu parce que le District, c'était totalement embryonnaire. J'avais deux bons amis dans l'équipe de Paul Delouvrier, que j'avais connus à Alger : Eric Westphal qui était le fils du Pasteur Westphal, un grand nom de l'église réformée, chef de son cabinet en Algérie, très proche de Paul Delouvrier, et puis Michel Piquard, administrateur civil, qui était à l'origine du « Plan de Constantine ». Je suis donc allé les voir, histoire d'en savoir un peu plus sur le District. J'ai donc été d'abord voir Eric Westphal, afin de savoir ce qu'il faisait dans cette équipe. Et là, il m'a parlé de son projet de construction d'un aquarium à Bagneux, et il m'a dit qu'il venait de passer quinze jours pour étudier l'aquarium de Monte-Carlo. Je trouvais ce projet un peu bizarre, cela ne fait pas partie des grandes réformes de la région parisienne. Je trouvais Westphal un peu fantaisiste. Ensuite, je suis allé trouver Michel Piquard qui travaillait sur un projet qui m'a laissé perplexe, qui consistait, pour faire connaître le District, à faire appel à des associations, à des jeunes, à faire repeindre, par exemple le lundi soir, les bancs d'un square à Montreuil, à rendre des services locaux. N'était-ce pas le meilleur moyen de se fâcher avec tous les maires, à savoir aller dans les communes en prétendant faire mieux dans des milieux qu'on ne connaît pas. J'ai tout de même dit oui, malgré quelques réticences. J'étais fasciné par le personnage Paul Delouvrier et par son approche des problèmes. Je me suis retrouvé dans cette équipe, constituée environ d'une douzaine de personnes. Tous les lundis, Paul Delouvrier réunissait tout le monde. Il y avait l'IAURP qui s'est développé à côté, où étaient Serge Goldberg et Jacques Michel. Il y avait surtout Jean Millier, grand ingénieur venu d'outre mer, le Préfet Jean Vaujour. Le triangle sacré de Paul Delouvrier : l'Inspection des Finances, La Préfectorale, le corps des Ponts et Chaussées, avec, dans les trois cas, des personnages complètement marginaux ou atypiques par rapport à leur corps d'origine, et Jean Mascard, Michel Piquard, Eric Westphal, quelques chargés de mission. Petit à petit, je me suis occupé de toute une série de dossiers...

Sabine Effosse

Vous êtes resté sur la fiscalité au début ?

Jean-Eudes Roullier

Oui. D'ailleurs, cela s'est mal terminé. Il y avait le conseil d'administration du District, dont Paul Delouvrier avait besoin puisqu'il devait voter le budget. Paul Delouvrier, en effet, ne pouvait pas utiliser un centime sans l'accord du Conseil d'Administration du District, qui était composé d'élus dans un système un peu particulier puisqu'il y avait les « élus élus », pour moitié, et les élus nommés par le pouvoir qui n'étaient pas tous de la majorité. Un élément non négligeable, qui avait du faire l'objet de marchandage, était que le rapporteur général du Budget du District était le représentant de la Ville de Paris, Christian de la Malène, l'homme fort. Le vrai problème de la création du District a été une forme de compromis avec la Ville de Paris, et Monsieur de la Malène a mis un veto catégorique à la publication d'un Livre blanc qui faisait apparaître que Paris était fiscalement trois fois moins imposé. Ceci était plus ou moins vrai d'ailleurs, parce que les modes de calcul sur la fiscalité locale étaient très compliqués. On en a tout de même publié une partie dans un ouvrage qui est passé largement inaperçu, "l'Atlas de la région parisienne" de Mme Beaujeu-Garnier, géographe, dans lequel on retrouvait l'essentiel du Livre blanc sur la fiscalité locale. Petit à petit, les études du schéma directeur ont pris le dessus, plus quantités de problèmes financiers.

Sabine Effosse

De quelle étude vous êtes-vous occupé concrètement ?

Jean-Eudes Roullier

Il y a eu assez vite des tas de dossiers ponctuels. J'ai gardé le souvenir des premiers. Je ne me souviens pas y avoir joué un grand rôle. Sarcelles était en construction. Il y avait une voie de chemin de fer qui passait là. Paul Delouvrier avait demandé à la SNCF d'aménager une halte pour desservir Sarcelles. En réponse, il y avait une lettre qui indiquait que ce n'était pas possible car cela pourrait faire courir le risque qu'un jour elle se transforme en une « véritable gare ». C'est l'époque où le rêve de la SNCF était que les trains ne s'arrêtent pas. Il y a donc eu une bataille homérique, gagnée par Paul Delouvrier. Ce qui est devenu un peu ma spécialité, si j'ose dire, au fur et à mesure de l'élaboration du schéma directeur, c'était la question : "*si nous voulons faire des axes préférentiels, si nous voulons répondre aux besoins de logement, à la croissance démographique, il nous faut réfléchir, hors des limites de l'agglomération, à la fois à l'urbanisation et aux réseaux de transport.*" A l'époque, il n'y avait pas de RER, pratiquement pas d'autoroutes, excepté l'autoroute de l'Ouest, peut-être deux ou trois kilomètres pour l'autoroute du Nord et trois kilomètres de boulevard périphérique. Il y avait un vague projet qui est devenu le RER, qui consistait à relier la Défense au Châtelet et à

réutiliser les voies existantes pour aller vers Saint-Germain-en-Laye d'un côté, et vers Boissy-Saint-Léger de l'autre. C'était un projet qui était embourbé. Il y avait un tunnel en chantier depuis des années, qui n'avancait pas. Il y a donc eu des tas de travaux que j'ai suivis mais qui n'étaient pas les miens, sur des grands réseaux de transport et sur ce thème des axes d'urbanisation. Dans la plus grande partie des études, il n'était pas encore question de Villes Nouvelles. Il y a eu des voyages d'études à l'étranger : en Amérique, en Angleterre, en Suède, en Hollande, en Finlande. Le thème des axes d'urbanisation était au cœur du plan de Stockholm, ou du plan de Washington. Est apparue l'idée de « centres urbains nouveaux » qui est devenue l'idée de Ville Nouvelle. Avec son corollaire : quels sont les instruments que l'on peut utiliser pour faire cela. Il y avait des colloques, des séminaires. On réunissait des intellectuels, des constructeurs. La réaction, quand elle était positive, ce qui arrivait, était de dire : c'est peut être une idée géniale mais comment la réaliser ? Aucun des instruments juridiques existants, que ce soit la commune, les budgets du Ministère de l'Intérieur, la fiscalité locale, n'apportait les moyens de le faire même si cela est moins cher, même si cela est intelligent. Il fallait d'abord trouver et mettre en place des instruments. Cela a donc été mon travail : celui de réfléchir aux instruments. La formule de la société d'économie mixte n'était à l'évidence pas adaptée. L'exemple le plus abouti de projet très ambitieux, ce sont les villes nouvelles anglaises. Les Anglais avaient constitué ce que l'on appelle les *new towns development corporations*. C'était des établissements publics qui étaient beaucoup plus centralisés que les nôtres. Non seulement ils avaient le pouvoir d'acheter les terrains et d'établir les règles d'urbanisme, mais en plus ils construisaient tout eux-mêmes. C'est la *new town development corporation* qui construisait les logements, les usines. C'était la logique cartésienne poussée à l'extrême. C'est une logique qui a été défendue en France par certains, notamment des ingénieurs des Ponts et Chaussées qui disaient : *"si l'on veut vraiment changer le cours des choses, il faut que l'on ait le pouvoir de tout construire."* J'ai, pour ma part, défendu un peu la thèse adverse à la fois pour dire : *"un établissement public qui achète les terrains, qui réunit des urbanistes, des sociologues, des architectes, c'est possible dans le cadre du décret qui a permis de créer l'établissement public de la Défense. En revanche, un établissement public qui se substituerait aux constructeurs et qui prendrait les risques financiers de surcroît considérables, supposait une loi passée au Parlement »*. Ce serait en France une révolution. Et, pour dire aussi qu'il me paraissait souhaitable qu'il y ait quand même des résistances, que les gens disposant des terrains avec des moyens d'études solides soient quand même obligés de discuter, de trouver sur le marché des clients, même si dans bien des cas cela a créé des problèmes. D'où le choix de l'établissement public

d'aménagement à la française. Il y a eu aussi un travail plus complexe sur le problème des structures communales. Il était évident que, sauf exception, un projet d'urbanisme ne pouvait pas coller avec les limites d'une commune. On se demande souvent pourquoi Créteil n'est pas une ville nouvelle au sens administratif du mot. Créteil a été concrètement une ville nouvelle qui a eu la chance extraordinaire de pouvoir se construire sur le territoire d'une seule commune avec un maire extrêmement dynamique. Mais dans tout site un peu compliqué, on est à cheval sur cinq, dix, quinze communes. On se heurte au moindre problème, dont le premier, qui est pour beaucoup à l'origine des catastrophes urbanistiques, est celui des inégalités fiscales. J'ai été frappé notamment par le cas de l'usine Renault de Flins : dans la commune, il n'y avait presque personne, mais elle touchait toute la taxe professionnelle, ou la patente. Il fallait en plus ne pas mettre en cause les pouvoirs de base des élus locaux et imaginer qu'un jour ou l'autre ils reprendraient le pouvoir totalement. Il était évident qu'avec les inégalités fiscales, chacun allait se battre pour avoir le centre commercial chez lui. Il fallait les regrouper d'une manière ou d'une autre, d'où des analyses qui ont impliqué la Commission des villes du Commissariat du Plan et le ministère de l'Intérieur avec deux thèses en gros. Monsieur Boscher a joué un rôle assez essentiel. Il y avait la thèse qui était spontanément celle de Paul Delouvrier qui était de dire : *"il faut carrément créer une commune nouvelle"*, si possible sur tous les terrains libres, quitte à laisser quelques centaines de mètres aux villages existants. Mais ce qui posait un problème c'est que, par définition, au début il n'y avait pas d'habitants, ou pratiquement pas, ce qui signifie pas de représentant, d'où l'idée de nommer une délégation. Il y avait eu une variante imaginée par Michel Rocard qui était passionné d'urbanisme. Il avait participé au concours de Toulouse-le Mirail avec une équipe d'architectes, et il avait une thèse qui disait à peu près : *"on lance une grande campagne de publicité nationale, les futurs habitants de la Ville Nouvelle se déclarent et élisent les représentants pour créer la municipalité."* Idéalement, c'est parfait. Une autre formule était de regrouper les communes, mais quelque chose de plus solide que le syndicat de communes classiques où chaque commune fait ce qu'elle veut. Michel Boscher, député maire d'Evry, était vice-président des Maires de France, et il a eu l'idée assez géniale de faire élaborer le projet par l'Association des Maires de France, sans quoi il n'aurait jamais abouti.

Sabine Effosse

A l'origine, c'est un projet gouvernemental ?

Jean-Eudes Roullier

Absolument, cela a même été un projet de Paul Delouvrier devant lequel le gouvernement était assez réservé, puis un projet gouvernemental. Michel Boscher a donc repris l'idée de base, qui était de définir un périmètre des terrains vierges à urbaniser, et de créer le Syndicat Communautaire d'Aménagement. C'était donc un syndicat de communes dans lequel le territoire à urbaniser constituait une sorte de commune supplémentaire qui était gérée en commun par les élus des communes existantes, avec une fiscalité unique à l'intérieur de la zone d'urbanisation nouvelle, ce qui permettait de répondre à tous les dangers des inégalités fiscales et à l'inquiétude de beaucoup d'élus qui était de dire : *"Je suis maire de Cergy. Mes habitants se sont retirés là pour ne pas payer trop d'impôts, pour pêcher à la ligne, pour être tranquilles. Si la ville nouvelle se traduit par un doublement d'impôts chez les anciens habitants, cela va être la révolution."* A la fois on protégeait les communes des bourgs existants, qui gardaient leur fiscalité et leur tranquillité, et l'Etat passait des conventions avec le Syndicat Communautaire d'Aménagement pour le financement des équipements propres à la Ville Nouvelle. Ce système mixte qui préservait l'unité de la zone à urbaniser a été voté par le Parlement. Il avait été repris par la Commission des Villes du VI^e Plan. Je me souviens d'ailleurs y avoir comparu devant le Sénateur Paul Alduy qui était le vénérable maire de Perpignan, centriste et qui avait trouvé cela formidable. Je lui avais présenté ce projet sous forme interrogative. Il m'avait expliqué ce qu'il fallait faire. Et donc, il y a eu la Loi Boscher.

Sabine Effosse

Elle n'a été votée qu'en 1970.

Jean-Eudes Roullier

Cela a pris un peu de temps, cela a même été assez long. La loi Boscher a gardé les deux options : il y avait ce qu'il appelait « l'ensemble urbain », véritable commune nouvelle. D'ailleurs, il y en a eu une au Vaudreuil, et l'autre formule : le Syndicat Communautaire d'Aménagement, qui a été retenu partout ailleurs.

Concernant mon action, il y a eu le suivi de ces deux dossiers. C'était une époque où on avait des relations étroites aussi bien avec l'Elysée qu'avec Matignon. Georges Mercadal, qui était à l'époque dans le groupe Caisse des dépôts dans un bureau d'études, m'a raconté qu'à l'époque la Caisse des dépôts, un peu intriguée par ce projet grandiose, avait demandé à son bureau d'études d'analyser un peu le projet de Paul Delouvrier. Et la conclusion du bureau avait été de dire que cela n'avait aucune chance d'aboutir parce que cela supposait trop de réformes. Moyennant quoi, ils avaient mal jugé le bonhomme. Si je reviens en arrière dans le temps,

Paul Delouvrier avait une sorte d'obsession et de volonté de rendre les choses irréversibles. Il avait décidé de monter une mécanique foncière en achetant les terrains à l'avance. Un des arguments clé avait été de dire : *"Un des scandales de l'urbanisme en France, c'est qu'on paie deux fois les terrains."* Les propriétaires spéculent pour récupérer la plus-value qui pourrait permettre, sinon, de financer les écoles. Le fait d'avoir acheté à l'amiable des dizaines de milliers d'hectares de terrains a permis de financer des équipements. Il a créé en 1962 l'Agence foncière et technique de la région parisienne, monté un mécanisme d'emprunts garantis par le District qui a permis de monter une politique de Zones Aménagement Différé afin de verrouiller le prix des terrains, dès 1964. C'est l'époque où le schéma directeur a été rendu public. Il s'est impliqué très fortement dans les négociations. Il avait un slogan qui était : *"Dieu est dans les détails"*, une phrase généralement attribuée au grand architecte germano-américain Mies Van Der Rohe. Aux Finances, Monsieur Delouvrier était un grand homme, ce qui lui a permis de monter, avec l'Administration des Domaines et l'Agence foncière, des brigades d'experts qui trouvaient quelqu'un qui avait envie de vendre afin d'établir des références de prix raisonnables. Il a donc enclenché toute cette "mécanique foncière". Par ailleurs, pour commencer les études et les travaux, il fallait créer des équipes. Les premiers établissements publics ont été créés en 1970. Il fallait consulter le Conseil général ou régional, les conseils municipaux,...

Sabine Effosse

Il y a eu des Missions d'aménagement qui ont précédé,...

Jean-Eudes Roullier

Il a obtenu de Georges Pompidou, en 1966, une lettre permettant de créer les premières missions d'aménagement et les budgets correspondants, installés dans des "baraques" sur le terrain. Il lui paraissait essentiel que les gens soient sur place, tous les jours, des équipes très jeunes et pluridisciplinaires, des équipes qui se trouvaient sans aucun pouvoir puisqu'il n'y avait pas encore d'établissements publics. Les conflits remontaient jusqu'à Delouvrier. Il y a eu aussi des syndicats de communes classiques, en attendant que soient créés les syndicats communautaires d'aménagement. Puis, on a créé un mécanisme totalement hors norme qu'on a appelé le « différenciel d'amortissement ». C'est-à-dire que les syndicats empruntaient et ne remboursaient rien pendant trois ans, durée nécessaire à l'arrivée de leurs premières recettes fiscales.

Sabine Effosse

Cela existait déjà pour les organismes publics, comme les organismes HLM qui eux-mêmes empruntent,...

Jean-Eudes Roullier

Avec le soutien du ministère des Finances, on a créé un système d'individualisation des crédits budgétaires affectés aux villes nouvelles dans la loi de Finances. Le problème était de pouvoir financer les écoles, les routes, les travaux d'assainissement, de le faire en l'identifiant bien par rapport au reste du budget. Car il est alors apparu très vite, que les systèmes de financement classiques ne marchaient pas. Par exemple, au niveau de la voirie des villes nouvelles, personne ne savait si c'était de la voirie nationale, départementale ou locale. Dans le cas où elle était départementale ou locale, c'était le ministère de l'Intérieur qui devait payer, mais il n'avait pas d'argent. Si elle était nationale, c'était le ministère de l'Équipement qui était riche. Alors, on a créé une catégorie qu'on a appelé « voirie primaire des villes nouvelles » qui, aujourd'hui, pose des problèmes puisque, lorsque l'on ferme un établissement public, une partie devient voirie nationale, une autre devient départementale. Il faut réattribuer les charges d'entretien. Cela s'est fait en cours de route. A chaque fois, on constatait donc qu'on avait besoin, pour des dérogations ou des adaptations, de l'accord de trois ministères : l'Équipement, l'Intérieur et les Finances, d'où la création par le Premier Ministre, en 1966, du Groupe de travail interministériel sur les villes nouvelles de la région parisienne, présidé par Paul Delouvrier puis, plus tard, par le Préfet de région, dont j'ai été nommé Secrétaire Général début 1967. J'ai été d'abord Secrétaire Général du Groupe de travail interministériel sur les Villes Nouvelles de la région parisienne puis en 1970, du Groupe Central des Villes Nouvelles qui chapeautait aussi les villes nouvelles de province et qui a réuni beaucoup plus de ministères. On est passé de trois à une dizaine de ministères. J'ajoute qu'il y a toute une série de péripéties qui ont dû jouer, et qui sont liées à mes conflits et en même temps à mes relations avec le ministère de l'Équipement. D'une part, l'Inspection des Finances menaçait de ne plus me payer et par ailleurs, en 1966 Monsieur Pisani avait établi un projet de loi d'orientation urbaine et foncière, à savoir le PLOUF, qui est devenu assez rapidement le PLOF. Monsieur Pisani avait élaboré une première version de ce projet qu'il avait soumis à un petit nombre de personnes, dont Paul Delouvrier, qui m'avait demandé de le lire. A tort ou à raison, j'avais fait une note assez critique de cette première version. J'avais eu l'idée saugrenue, afin de gagner du temps, d'en envoyer une copie au Directeur de Cabinet de Pisani, qui était Monsieur Orsetti. Cela a provoqué un drame au Cabinet de Pisani. Celui-ci a

demandé à Paul Delouvrier de me "virer". Dans sa sagesse, Paul Delouvrier a confié le dossier à Monsieur Vaujour qui était Préfet comme Monsieur Orsetti. J'ai eu alors un entretien crucial avec Georges Pébereau, Directeur Adjoint du Cabinet de Pisani. Nous avons chacun un témoin dans le jardin du ministère de l'Équipement, boulevard Saint-Germain. Mon témoin était Alain Bacquet, aujourd'hui un éminent conseiller d'État, qui était le conseiller juridique de la Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme (DAFU) et Monsieur Pébereau avait pour témoin Guy-Salmon Legagneur, qui était au Cabinet de Pisani. Au bout d'une demi-heure, nous sommes devenus amis. Cela avait commencé très "fraîchement", puis Pébereau m'a gardé à déjeuner. Il s'est aperçu, d'une part, que je n'avais pas toujours tort et que, par ailleurs, je n'avais pas d'intentions malignes. Peu de mois après, en 1967, lorsque Pisani est parti, Ortoli est arrivé et a pris Pébereau comme Directeur de Cabinet. Pébereau, qui ne perdait pas de temps et qui avait compris que je n'avais pas de poste budgétaire m'a dit : *"Je peux vous aider à une condition, c'est que vous acceptiez de venir au Cabinet."* A vrai dire, je n'en avais pas tellement envie...

Sabine Effosse

Pourquoi ?

Jean-Eudes Roullier

Parce que j'étais très heureux dans ma petite famille Delouvrier. Mais Monsieur Ortoli, étant inspecteur des Finances, me proposait d'arranger mon problème de poste budgétaire. Nous avons coupé la poire en deux. J'étais conseiller budgétaire du Ministre à mi-temps et Secrétaire général du groupe de travail interministériel de la région parisienne, avec comme adjoint Guy-Salmon Legagneur. Lui assurait la permanence à la Préfecture de la Région. Pour ma part, j'y étais de façon intermittente. On a donc fonctionné en trouvant des solutions avec les trois Ministères : Équipement, Intérieur, Finances. J'étais conseiller technique au Cabinet de Monsieur Ortoli, Secrétaire général du Groupe de travail interministériel sur les villes nouvelles de la région parisienne présidé par le Préfet de région, et j'étais chargé des villes nouvelles à la Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme du ministère de l'Équipement, avec une délégation de signature du Ministre Ortoli. Dans cette Direction, dirigée par Georges Pébereau, celui-ci avait créé deux ans auparavant, un peu pour « marquer » Paul Delouvrier, un Bureau des villes nouvelles.. J'avais donc à ma disposition le Bureau des villes nouvelles qui a été, bien des années plus tard, fusionné avec le Secrétariat Général des Villes Nouvelles.

Sabine Effosse

Quand est-ce arrivé ?

Jean-Eudes Roullier

Dix ou quinze années après. Jusqu'en 1978, il est resté distinct. Mais comme j'étais le patron des deux, cela ne posait pas de problèmes.

Sabine Effosse

Qui travaillait au Bureau des villes nouvelles ?

Jean-Eudes Roullier

D'éminents administrateurs civils : Gilles Carrez, aujourd'hui rapporteur général du Budget à l'Assemblée Nationale ; Gérard de Senneville qui a été directeur général de l'EPAD, actuellement au Conseil Général des Ponts et Chaussées ; le premier a été Claude Rickard qui a fait carrière dans le privé ; Pierre Denizet qui a été Directeur de Cabinet de Monsieur Mermaz à l'Assemblée Nationale. Le Bureau des villes nouvelles avait une fonction spécifique, celle de gérer les crédits propres au ministère de l'Équipement dans les villes nouvelles, notamment, des crédits pour des acquisitions foncières, le personnel des Missions d'aménagement, les crédits de voirie primaire, des crédits classiques du Ministère de l'Équipement pour leur partie "villes nouvelles". Petit à petit, des missions d'études se sont mises en place, en 1966 pour certaines, en 1968 pour d'autres en s'appuyant sur l'AFTRP, sur le groupe de travail interministériel. Bernard Hirsch raconte cela très bien dans son livre. Il y a eu aussi les nouveaux départements qui se sont mis en place avec les Préfets délégués qui avaient été choisis pour les villes nouvelles : André Chadeau, à Cergy, Monsieur Orsetti à Evry. Il y a eu les deux départements avec deux nouvelles préfectures. Puis, il y a eu le départ de Paul Delouvrier.

Sabine Effosse

Pourriez-vous me détailler ce départ, souhaité par Pompidou depuis un petit moment ?

Jean-Eudes Roullier

Il y avait une opposition assez forte, notamment celle alimentée par les grands propriétaires fonciers. Il y avait un des grands adversaires des villes nouvelles : Edouard Bonnefous qui

était président de l'Institut de France, le patron de « Toutes les nouvelles de Versailles », qui avait été ministre des Travaux publics. Il avait mené campagne en permanence contre la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines pour des motifs peut-être honorables, et était très introduit dans la haute société parisienne. Il était sénateur, président du Conseil général des Yvelines, le défenseur du caractère traditionnel des Yvelines, et il était très soutenu par les grands propriétaires. Un autre homme très puissant et quelque peu redoutable était Etienne Dailly. Celui-ci était président du Conseil général de Seine-et-Marne et a été vice-président du Sénat. Il menait campagne en permanence contre ces prétentions technocratiques à l'urbanisation de la Seine-et-Marne.

Sabine Effosse

Pour quelles raisons ? Était-il propriétaire foncier ou représentait-il les intérêts des propriétaires ?

Jean-Eudes Roullier

Il représentait très directement les intérêts des "betteraviers". Il était le grand homme du lobby du sucre, remarquable d'ailleurs. Je garde en souvenir de ce que m'avait raconté Paul Delouvrier. Dailly avait monté tous les maires contre les expropriations à Melun-Sénart. Un jour, il avait demandé rendez-vous à Delouvrier et lui avait dit : *"Si vous voulez, je règle tout en huit jours, mais je prends X %"* Il y avait des intérêts en jeu, des milliards. Il y avait eu aussi Chalandon, Ministre, qui avait des liens compliqués avec Paul Delouvrier. Cela remontait à l'époque de la Résistance.

Sabine Effosse

Il y avait une véritable opposition entre les deux personnalités, Chalandon et Delouvrier.

Jean-Eudes Roullier

Contrairement à Delouvrier et Ortoli, qui, bien que différents, s'entendaient à merveille. Après Ortoli, il y a eu Robert Galley, qui n'est resté que quelques mois. En sa qualité de président des Anciens de la 2^{ème} DB, celui-ci, en mai 1968, s'enfermait tous les soirs au Ministère pour rédiger des tracts dénonçant le maoïsme international. Puis il y a eu Chalandon. Je souhaitais rentrer au District. Je me souviens du jour où Paul Delouvrier m'a fait venir pour me dire : *« ça va mal passer . j'ai besoin d'avoir un agent dans la place »*. Il s'est arrangé d'ailleurs pour que ce soit un émissaire de Chalandon qui me demande de rester au cabinet. Je

me suis tout de même fait "virer" l'année suivante. Le grand slogan de Chalandon était : *"Delouvrier, c'est le papisme"*. Delouvrier avait un peu ce côté pédagogue, instituteur, donneur de leçons. Malgré tout Chalandon respectait Delouvrier. Chalandon était arrivé avec l'idée qu'il allait tout changer au Ministère de l'Équipement, pas spécialement les villes nouvelles, et qu'il allait introduire le libéralisme, le privé, les sociétés d'autoroutes privées. Il a sauvé les villes nouvelles dans la mesure où, au bout de quelques mois, il a annoncé qu'il allait délivrer des permis de construire contre l'avis des maires. La seule ville nouvelle qui n'était pas lancée, qui n'avait pas de mission d'études, c'était Melun-Sénart. Le Préfet Doublet m'avait fait venir et m'avait dit : *"Que fait-on pour la ville nouvelle de Melun-Sénart ?"* Doublet avait envie d'être actif. Le schéma directeur, c'était un peu la raison d'être des élus du District même si beaucoup étaient réservés. C'était une Assemblée qui, en dehors des grandes infrastructures qu'elle finançait, avait un problème d'image. Tant que Delouvrier était là, ils étaient contre ce schéma directeur, et du jour où Delouvrier est parti, ils en sont devenus les défenseurs. J'avais donc suggéré à Doublet de réunir les élus de Seine et Marne sous sa présidence et de leur dire : *"On fait ce que vous voulez : ou on arrête, ou on continue"* », en lui demandant seulement une chose : qu'il s'arrange pour que M. Dailly parle le dernier.

Sabine Effosse

Oui, vous parlez du fameux opposant,...

Jean-Eudes Roullier

Oui, le Président du Conseil général qui tenait tout le monde par des moyens plus ou moins honorables...

Je me suis adressé aux élus sur le thème suivant : *"Vous avez la politique du Gouvernement qui est d'accorder des permis de construire, malgré votre avis, un peu partout. Il y a des promoteurs qui se baladent dans toute la Seine-et-Marne. La ville nouvelle peut vous permettre de contrôler ce qui s'y passe, d'avoir une zone à urbaniser et de protéger le reste du département."* Et là, Dailly s'est trouvé tout "bête" à la fin de la réunion. Cela a été voté à l'unanimité, à savoir la création de l'établissement public pour qu'ils aient un lieu pour débattre entre eux. Début 1969, Delouvrier était parti. Il y a dû avoir des tensions très fortes. J'ai le souvenir d'une période où Paul Delouvrier avait fait une véritable dépression psychologique. Cela a duré plusieurs semaines où il arrivait tous les matins, il s'asseyait derrière son bureau, et il restait là comme une statue. Delouvrier a joué ensuite un rôle

important au niveau du Plan Construction, puisqu'il a été Président du Plan Construction créé en 1970.

Sabine Effosse

C'était donc la période Chalandon qui a duré six mois de coexistence avec Delouvrier qui s'est très mal passée.

Jean-Eudes Roullier

Chalandon a fait des efforts, mais ils ne pouvaient pas se comprendre. J'ai assisté à une première réunion chez Chalandon, huit jours après qu'il ait constitué son cabinet. La réunion était consacrée au schéma directeur de la région parisienne, et il y avait notamment trois conseillers : Monsieur Labourdette, architecte en chef de Sarcelles, un homme d'affaires remarquable, Max Stern qui venait d'un bureau d'études, le BERU, et Michel Carmona, aujourd'hui éminent universitaire. Donc, étaient présents uniquement les membres du Cabinet. J'assistais moi-même à la réunion. Cela a été un déferlement de critiques : « *Pourquoi y a-t-il des axes vers l'Est, et pas vers le Nord-Est ? Pourquoi des villes nouvelles à tel endroit, et pas à tel autre ? C'est le "papisme"* ». J'ai laissé courir, et je suis allé voir Labourdette que je connaissais un peu, puis Max Stern. Chacun m'a dit en gros : « *Je ne suis pas forcément contre les villes nouvelles, mais pourquoi diable n'a-t-on pas fait appel à moi ?* » Ceci pour noter en passant que le choix délibéré de Paul Delouvrier de faire appel à de nouvelles générations de jeunes responsables n'avait pas été apprécié par tout le monde.

Au bout de six mois, je me suis fait "virer" par Chalandon, courant 1969. Dans l'intervalle, j'avais reçu des visites de Jean-Paul Lacaze, qui s'occupait de la ville nouvelle du Vaudreuil, des gens qui s'occupaient de la ville nouvelle de Lille-Est sur le thème : "*Il y a les villes nouvelles de province, on y croit beaucoup. Pourquoi t'occupes-tu uniquement des villes nouvelles de Paris?*". Je leur ai alors répondu : "*Je ne suis pas contre, mais il faut voir...*" C'était au moment du référendum sur la régionalisation. Un jour, ma secrétaire vient me voir et me dit : "*Monsieur Roullier, puisque vous partez, est-ce que vous pourriez m'aider car je souhaiterais travailler au Tourisme ?*" Elle était convaincue qu'au Tourisme, elle aurait eu plus de vacances que dans les autres ministères. Le lendemain matin, mon chauffeur me dit : "*Monsieur Roullier, le chef du garage m'a demandé pourquoi je vous conduisais toujours.*" J'ai pris un dossier et je suis allé voir le directeur du Cabinet du Ministre à qui j'ai fait signer deux, trois papiers. Il ne me parlait toujours de rien. Et là au moment où je parlais,

je lui ai dit : "*Vous êtes peut-être au courant, il paraît que je m'en vais.*" Et là, il m'a dit : "*Matignon nous dit qu'il y a trop de monde au Cabinet.*" J'ai alors demandé rendez-vous à Chalandon qui m'a accueilli très solennellement en me disant : "*Cher ami, vous n'êtes pas un fanatique de ma politique.*" Et je lui ai répondu que même si je n'étais pas un fanatique, j'exécutais sa politique loyalement. Il m'a alors dit : "*Vous ne pouvez pas tout faire, on va créer un Groupe Central des Villes Nouvelles.*" Quelques mois après, on a créé le GCVN, qui posait un problème d'ailleurs assez aigu, et quelques tensions avec Guy Salmon-Legagneur. Car à partir du moment où cela devenait un groupe national, il ne pouvait plus être présidé par le Préfet de la région parisienne. Monsieur Doublet plus que Paul Delouvrier était à cheval sur ses prérogatives. Guy Salmon-Legagneur était physiquement à la Préfecture de la région parisienne. On a donc gardé une équipe région parisienne où Salmon-Legagneur est resté, et on a créé ce Groupe Central des Villes Nouvelles, en embauchant des gens remarquables comme Jean-Louis Bianco, Catherine Tasca, Raymond Max Aubert. J'ai eu droit, et cela a été un atout pour le Groupe Central des Villes Nouvelles, à un ingénieur des Ponts et Chaussées. Le jour où il est arrivé, ce qui m'a d'ailleurs fait penser que Delouvrier avait toujours eu raison, j'ai enfin compris ce qu'était un grand corps de l'Etat, car il y a eu nombre de portes qui se sont ouvertes du jour au lendemain. Je voulais marquer la spécificité du Groupe Central des Villes Nouvelles. On a monté une "combine" un peu tordue afin de trouver des locaux et construire un bâtiment qui est historique sur le front de Seine, le premier petit bâtiment, construit par un jeune architecte des villes nouvelles, Guy Autran, où on a installé le Secrétariat Général et le Président.

Sabine Effosse

Si vous le permettez, comme nous arrivons à la création du Groupe Central des Villes Nouvelles, j'aimerais que l'on garde cela pour un prochain entretien.

Programme interministériel Histoire et Evaluation des Villes Nouvelles

Acteurs et mémoires des villes nouvelles

Campagne d'archives orales

Entretien de **Jean-Eudes Roullier**

Archiviste : **Sabine Effosse**

Date de l'entretien : **12 juillet 2002**

N° de l'entretien : **2**

Sabine Effosse

J'aimerais qu'on revienne, juste avant d'attaquer le Groupe Central des Villes Nouvelles, sur l'accueil fait au schéma directeur, en 1965, qui avait été approuvé par le Gouvernement, à l'époque, en 1964. Rappelons que Paul Delouvrier avait présenté ce projet au Général de Gaulle qui, rapidement, l'avait approuvé. Alors en 1965, une fois le schéma publié, quel est l'accueil fait, notamment par les élus, et les institutionnels ? Il est vrai aussi que certains députés gaullistes n'ont pas caché leur réticence.

Jean-Eudes Roullier

Je n'ai pas de souvenirs très précis là-dessus. C'était à la fois convenable, avec un enthousiasme limité. Paul Delouvrier avait beaucoup consulté les maires et les Communes, même si ce n'était pas forcément sur la version définitive du schéma directeur. Il y avait eu un effort pédagogique assez extraordinaire. En même temps, les gens n'y croyaient qu'à moitié. Les opposants ne s'étaient pas manifestés avec une violence extrême. Il a cependant été très soutenu par le Comité Economique et Social. Du côté du Conseil d'administration du District, il y a eu une certaine forme d'approbation. C'était quand même un peu leur raison d'être. Dans mon souvenir, il n'y a eu aucun enthousiasme, ni opposition marquée. Il a été simplement pris en considération. Ce qui a beaucoup joué sont des éléments un peu parallèles. Il y a eu la politique d'acquisition foncière, qui était très directement déterminée par le schéma directeur, qui a été approuvée par le Conseil du District puisqu'il a voté des emprunts pour permettre à l'Agence foncière et technique de la région parisienne de lancer les acquisitions foncières. Cela a été quand même un élément clé que tout le monde a oublié. Cette politique gigantesque a été un phénomène qui, parfois, a provoqué des guerres locales, comme à Cergy-Pontoise où il y avait des petits agriculteurs, des manifestations, des bagarres avec les CRS. Elle a été facilitée, ailleurs, par le fait que l'Ile-de-France est plutôt une région de grandes propriétés où les grands propriétaires terriens négociaient avec les Domaines. Cela ne mettait pas en cause directement la vie rurale. Les fermiers restaient locataires de leurs fermes. La politique foncière a démarré très tôt, dès 1964, peut-être même avant. L'Agence avait été créée. Delouvrier avait fait des ZAD une condition de la présentation du schéma directeur au Gouvernement, dans la mesure où il était convaincu que du jour où on afficherait l'intention d'urbaniser tel ou tel secteur, si on ne faisait rien, les prix allaient monter et on ne pourrait plus rien faire. Il a donc posé un ultimatum au Gouvernement en disant : "*Je vous présente le schéma directeur à condition que soient prises des mesures extraordinairement rapides assurant le contrôle total du prix des terrains sur les 45 000 hectares*". Il y a eu aussi la

création des nouveaux départements et la construction des Préfectures, qui s'est engagée très vite. Cela supposait, pour Cergy et Evry, que l'on ait les terrains, les tuyaux, les routes pour y accéder. Pompidou est allé sur les chantiers. Cela a "flatté" un certain nombre d'élus. Je n'ai pas de souvenir de grands débats sur l'accueil du schéma directeur. Bien entendu, il y a eu des conférences de Paul Delouvrier, mais rien de considérable.

Sabine Effosse

Pour la création des nouveaux départements, vous avez été initié par Michel Debré ?

Jean-Eudes Roullier

Non. Michel Debré, d'après Paul Delouvrier qui lui avait demandé de ne pas s'occuper de cela, avait à l'époque un projet de réforme qui a fait beaucoup parler de lui à l'époque. C'était un projet de transformation du statut de Paris, qui visait à annexer les communes limitrophes et à faire une commune de Paris qui soit presque aussi grande que l'ancien département de la Seine. Il s'agissait aussi de découper Paris en communes autonomes, tout cela constituant une commune unique. Il y aurait eu à la fois un maire du Paris global, et un maire par arrondissement, revu, corrigé, agrandi. C'était l'idée de poursuivre l'oeuvre d'Hausmann. Jusqu'au milieu du 19ème siècle, il était courant d'agrandir les communes au fur et à mesure que la construction s'y faisait. Cela s'est fait à Lyon, à grande échelle à Paris, mais depuis la dernière grande réforme qui a été celle d'Hausmann en 1859, les limites communales sont devenues sacrées. C'est une forme de renversement historique. D'après ce qu'indique Paul Delouvrier, le Général de Gaulle lui aurait demandé ce qu'il pensait de l'organisation administrative. Son obsession était de remédier à la sous-administration de la banlieue, et aussi au côté très artificiel de la Seine-et-Oise qui était une sorte de grand anneau sans cœur qui, pour les gens de l'Est parisien, n'avait pas grand sens. C'est Delouvrier lui-même qui a poussé la réforme administrative en s'appuyant directement sur le Général de Gaulle qui a réexpédié cela vers Roger Frey, et puis vers Pompidou. Ce qui traumatisait le ministère de l'Intérieur, c'est qu'ils avaient eu beau faire des découpages dans tous les sens, il y avait un département qui était forcément communiste, ce qui ne s'était encore jamais vu. Roger Frey disait : "*Je ne peux pas éviter un département communiste autour de la future Seine-Saint-Denis.*" Le Général de Gaulle aurait répondu en Conseil des Ministres : "*On a déjà pris la Bastille, il faudra vivre avec les communistes.*" Ce sont d'ailleurs les communistes qui ont demandé que cela s'appelle la Seine-Saint-Denis, alors que cela devait s'appeler la Seine-Nord, pour rappeler l'origine royale de la basilique.

Sabine Effosse

Tout cela a donc été entériné en 1964.

Jean-Eudes Roullier

Oui. Il y a eu un débat à l'Assemblée assez fourni, mais qui est passé sans difficulté majeure. Il était évident qu'on ne pouvait pas continuer avec une population de plus en plus grande aux périphéries de Paris, et une sous-administration et une inadaptation totale des périmètres administratifs à la réalité urbaine.

Sabine Effosse

Et en ce qui concerne les relations avec la DATAR, le schéma est approuvé en 1964, puis publié en 1965,...

Jean-Eudes Roullier

C'est un peu lié à plusieurs phénomènes. Il y en a un sur lequel il est important d'insister. Trois institutions ont joué un rôle tout à fait considérable : le Plan, le District et la DATAR. Dans l'ordre historique, il y a eu le Commissariat au Plan qui a été un peu la première image d'une administration de mission et d'une administration qui, délibérément, mélangeait des gens de corps de métiers différents : des jeunes ingénieurs des Ponts, des jeunes ingénieurs des Mines, des jeunes énarques, des groupes de travail, des gens de la société civile. Il y a eu le Commissariat du Plan, puis le District de la région parisienne qui s'est bâti avec un objectif territorialisé, mais avec la même volonté de sortir des barrières des cloisonnements administratifs, et puis la DATAR qui préexistait d'une certaine manière puisque ses chefs, Olivier Guichard et Jérôme Monod, étaient à Matignon depuis 1958-1959. La DATAR avait la volonté de redévelopper la province. Elle avait une vocation nationale qui incluait la région parisienne, ses objectifs étant d'inciter notamment toute une politique de décentralisation industrielle, et donc d'inciter les entreprises à quitter la région parisienne, à se développer en province. J'ajoute que les trois organismes, le Plan, le District et la DATAR étaient rattachés directement au Premier Ministre. Il y avait au Cabinet du Premier Ministre des correspondants qui étaient des gens de poids. La DATAR avait une vocation nationale. Par ailleurs, Jérôme Monod était assez fasciné par Paul Delouvrier, et réciproquement. Il se trouve que Jérôme Monod est un camarade de régiment. De plus, nous avons passé quelques mois sur un petit piton en Algérie en 1957. Cela crée des liens. J'ai donc le souvenir de Paul Delouvrier qui

rentrait de Matignon et qui me disait : "*il est dur, Monod.*" Jérôme Monod était un jeune énarque de trente ans qui faisait la morale et donnait des directives à des grands personnages de l'Etat. Il y a donc eu un double phénomène, c'est-à-dire deux bagarres. Une première bataille visait à réduire les ambitions du schéma directeur. Ne faire que cinq villes nouvelles et non huit. C'est à la fois une question de fierté, en vue de montrer que les vrais patrons étaient quand même à Matignon ou à la DATAR, et d'en tirer le maximum d'enseignement pour faire la même chose ailleurs. Il y a eu la fameuse bataille qui a été une des clés de l'accord de la DATAR au schéma directeur. Le schéma directeur prévoyait une ville nouvelle dans sa version initiale à Mantes-Sud, qui était pratiquement à la limite de la région parisienne et de la Normandie. La DATAR s'est battue pour interdire cette ville nouvelle avec l'idée de la faire, mais plus loin, vers Rouen, ce qui s'est appelé le Vaudreuil. Cela s'est avéré plutôt une erreur parce que Mantes s'est tout de même développée, mais dans le désordre. Il s'est construit l'équivalent d'une ville nouvelle. Mais la DATAR s'est également directement inspirée des missions d'études des villes nouvelles et de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne pour créer les OREAM en province. Elle a d'ailleurs en partie débauché des gens de l'IAURP pour alimenter ces organismes d'études et dans de très nombreux cas, on a trouvé une grande complicité. Monsieur Brongniart vous en parlera mieux que moi si vous parvenez à le voir. Toute la politique de décentralisation industrielle, avec le Comité de décentralisation, a été conçue d'un commun accord sur le thème : chaque entreprise qui demande une autorisation, ou il apparaît possible de l'envoyer en province et la DATAR peut l'aider à y parvenir, ou alors si on ne parvient pas à l'y forcer, la DATAR est d'accord pour qu'on privilégie les implantations en villes nouvelles. Même si cela n'a porté que sur 10, 20 ou 30 % des placements d'entreprises, cela a été un levier extrêmement précieux pour le démarrage des villes nouvelles, avec à la fois des moyens d'incitation et de taxation. Selon les zones dans lesquelles on s'installait, il fallait payer tant du m² construit, mais pas dans les villes nouvelles. Il y avait un état d'esprit assez jeune, que ce soit au Plan, à la DATAR ou au District. Il y avait une sorte de complicité. Jean-Louis Bianco, par exemple, qui a travaillé un peu avec moi, lorsqu'il m'a remis la légion d'honneur, avait fait un petit discours et rappelait son passage au SGVN en parlant de « la tactique du western » que j'avais développée, mais qui a très bien marché. Nous étions, Jérôme Monod et moi-même, des grands fanatiques des films d'Anthony Mann, des grands westerns. La tactique était notamment, dans les réunions interministérielles, de déclencher un tir croisé d'artillerie entre l'Intérieur, l'Equipement, les Finances et d'emporter le morceau de guerre lasse en fin de réunion. La stratégie de Paul Delouvrier vis-à-vis du ministère des Finances a été tout à fait décisive. Le ministère des

Finances a deux caractéristiques : c'est lui qui tient les clés de la caisse et par ailleurs, il est polyvalent. L'Intérieur défend les prérogatives de l'Intérieur, l'Equipement les prérogatives des Directions Départementales de l'Equipement, les Finances avaient une vue d'ensemble. Il y avait toute une série d'enchaînements qui ont créé une situation assez étonnante qui est le fait que Paul Delouvrier a obtenu d'avoir comme adjoint pour les Finances quelqu'un qui restait adjoint du Directeur du Budget au ministère des Finances. Un adjoint qui avait ses entrées et qui était, dans la hiérarchie, le n° 2 de la Direction du Budget. C'était une époque où la France ne savait pas trop quoi faire de ses crédits. Il y avait des crédits supplémentaires chaque année. C'était les Trente glorieuses. Et il y avait des gens qui se disaient plutôt que d'augmenter de 3 % le budget de tous les ministères, on pouvait peut-être imaginer quelque chose de neuf. Il y avait de jeunes administrateurs. C'était une époque où les directeurs du Ministère des Finances avaient moins de quarante ans. Le Groupe Central des Villes Nouvelles a été présidé par Roger Goetze, la référence éternelle du ministère, le grand directeur du Budget des années d'après-guerre. Tout le monde était en admiration devant lui. Il y a eu cette idée relativement simple et à la fois théoriquement impraticable d'individualiser les crédits des villes nouvelles dans la loi de finances. Tout ceci a été consacré par le Groupe Central des Villes Nouvelles, mais déjà introduit par le Groupe de travail interministériel sur les Villes Nouvelles, en 1967. On avait une discussion budgétaire annuelle pour laquelle on pouvait demander un arbitrage au Premier Ministre. En 1970-1971, il y a eu un ministre des PTT très dynamique, Robert Galley, qui a lancé un grand Plan-téléphone avec d'éminents ingénieurs qui ont fait des tas de priorités pour développer le téléphone partout en France, sauf dans les villes nouvelles. On avait une position un peu cynique mais assez solide qui était de dire : "*Si on construit des logements en disant aux gens qu'il n'y aura pas de téléphone, il vaut mieux attendre.*" Finalement, on a discuté et tout cela s'est arrangé. Il y avait, au Secrétariat général du groupe interministériel et du groupe central une femme extraordinaire, Mme Flandrin, qui faisait le recensement de tous les besoins. On avait des dossiers sérieux au niveau des Finances. On en faisait moins que prévu à cause de questions de délais. Comme dans tout projet, on ne peut pas tout prévoir. On fait l'hypothèse que cela va bien se passer, et dans ce cas-là, on a effectivement des besoins. On avait mis au point une technique avec Guy Salmon-Legagneur, qui permettait de demander un peu moins, et puis lorsque l'on constatait, au mois de mai, que le projet d'Evry ou de Cergy de telle école était en retard, de "riper" les crédits sur une autre ville nouvelle. Ceci est impossible dans des mécaniques budgétaires classiques où il faut faire remonter les parts de crédit à Paris et redescendre. Cela prend six mois quand tout va bien. Cela a été très lié à la qualité des individus qui ont travaillé comme

des "dingues". Cela été lié aussi à un autre phénomène qui a beaucoup conforté le Secrétariat général dès 1967, et surtout après 1970. On avait "jeté" sur le terrain, en 1966-1968, des gars d'une trentaine d'années : un mélange d'ingénieurs, d'urbanistes et d'architectes qui débarquaient d'ailleurs au départ sans aucun pouvoir puisque les établissements publics n'ont été installés qu'en 1970. Et ces architectes, qui sortaient de l'école, apprenaient leur métier sur le tas. Le Secrétariat des villes nouvelles et l'IAURP étaient une sorte de club, puisque les urbanistes des villes nouvelles venaient de l'IAURP. Ils avaient déjà travaillé sur leur future ville nouvelle dans le cadre de l'IAURP, qui comptait environ cent soixante personnes, tous des jeunes. Ils ont ensuite basculé sur Marne-la-Vallée ou Cergy. Ils étaient volontiers un peu utopiques, c'était aussi le début de ce qui s'est concrétisé en mai 1968 : le rejet de l'école des Beaux-Arts, des architectes en chef, des grands mandarins. C'était l'époque des équipements intégrés, la grande vogue de la Villeneuve de Grenoble, l'idée qu'une école pouvait aussi être un lieu d'accueil des parents, des associations. Que cela pouvait être combiné avec d'autres équipements publics.

Sabine Effosse

Cela était dans l'esprit un peu post 1968.

Jean-Eudes Roullier

Le premier phénomène marquant a été la Villeneuve de Grenoble, qui a commencé avec l'élection de Monsieur Dubedout, maire de Grenoble, qui avait lancé le mouvement des groupes d'action municipale, les GAM. Il avait eu l'idée de faire le contraire d'un grand ensemble. Ces problèmes là ont été amplifiés par mai 1968. Tout ceci pour dire que cela donnait au Secrétariat des villes nouvelles une certaine vitalité, cela attirait des gens. Ma passion a toujours été de sortir des défenses d'intérêts corporatifs, de réunir des ingénieurs, des architectes, des administrateurs, des sociologues et des géographes, et de faire la même chose avec des élus pour voir concrètement comment on pouvait sortir d'un beau discours pour essayer de trouver sur le terrain, avec les crédits HLM et les crédits d'assainissement, des formules novatrices. A tous ces niveaux, ce que je souligne, c'est un peu le thème de la transversalité. Pour revenir au ministère des Finances, il y a eu les crédits individualisés, qui ont duré un certain temps, mais qui ont disparu après mon départ. Ce rattachement direct à Matignon a quand même été vital. Lorsque nous avons créé les établissements publics, on les a bâtis sur un principe qui existait déjà pratiquement pour l'établissement public de la Défense : le conseil d'administration, qui est le maître de toutes les décisions, sera composé

pour moitié d'élus locaux, pour moitié de représentants de l'Etat. Le Président sera un élu local, élu par les élus locaux. Lorsque l'on élit le Président, les représentants de l'Etat ne votent pas. C'était tout de même un système démocratique.

Sabine Effosse

Est-ce que le Président avait vraiment un rôle, ou était-ce plutôt une fonction honorifique ?

Jean-Eudes Roullier

Le Conseil avait un rôle clé. Pour ce qui est du rôle du Président, cela dépendait beaucoup de sa personnalité. Pour le budget, les zones d'aménagement concerté, les opérations d'urbanisme, il fallait l'accord du Conseil. Après, il y avait un système dans lequel le directeur avait des pouvoirs assez grands pour mener les opérations. Il n'était pas obligé de revenir devant le Conseil. Cela a été très variable d'une ville nouvelle à l'autre. Monsieur Boscher a eu à Evry un rôle très personnel. A Lille-Est, dans la ville nouvelle de Villeneuve d'Ascq, le Président était le Président de la Communauté urbaine de Lille, Arthur Notebart. On ne faisait rien sans son accord. Quand il a eu une mauvaise opinion du directeur, celui-ci est parti. Il y avait des conflits politiques internes entre élus. Ils étaient tous un peu désarmés devant la technicité des problèmes. Je souhaite revenir sur un point préalable. Il y avait une moitié d'élus, et beaucoup de gens ont été surpris parce que j'ai fait modifier les textes pour ne pas y être. Je ne pouvais qu'affaiblir ma position si j'avais une voix sur quinze. J'assistais à tous les conseils d'administration de toutes les villes nouvelles. Je pouvais m'exprimer, mais je n'étais pas membre du Conseil et je n'avais pas de voix délibérative. Ce qui à la fois m'épargnait dans certains cas d'avoir à prendre des positions difficiles, mais en même temps me donnait une grande liberté de parole et une influence plus grande. Les gens me faisaient une certaine confiance. A l'inverse, j'avais demandé deux représentants de l'administration centrale du ministère des Finances : un de la direction du Budget, un autre du Trésor. Et j'ai vu quantités d'articles sur le thème : "*Les Finances se mêlent de tout, elles veulent tout contrôler !*" En réalité, comme la plupart des administrations, ils n'avaient qu'une seule idée, c'était d'attendre qu'on vienne les voir dans leur bureau. Cela a transformé leur mentalité, puisqu'ils se sont trouvés dans des réunions face à des élus, à des problèmes concrets de décision. Très souvent, cela les a passionnés. Ils voyaient des piles de dossiers et là, ils découvraient une réalité. Il y a une génération de gens qui ont fait des carrières brillantes aux Finances qui, à l'époque, allaient sur le terrain. J'ai un souvenir, qui date du tout début de la ville nouvelle de Villeneuve d'Ascq, en 1970, il y avait une OREAM et une mission d'études. Et là, on a

annoncé la visite du Directeur du Budget , Monsieur Renaud de la Génrière, qui venait à Lille. Le Préfet, qui s'intéressait à la ville nouvelle, avait dû demander à ce qu'on lui consacre une heure afin qu'on lui montre les projets. Le chef de la Mission d'études qui est devenu le premier directeur de la ville nouvelle, Jean-Claude Ralite, m'avait envoyé un gros dossier, dans lequel il avait essayé de chiffrer les dépenses. Je me souviens lui avoir dit : *"Tu me mets tout cela dans un placard, tu me trouves une vieille Jeep et un hélicoptère."* C'était une façon de lui faire comprendre que les financiers n'ont qu'une horreur, c'est qu'on leur parle de finances, sauf dans des discussions de très haut niveau. Et on a fait cela avec une land rover et un hélicoptère. Chaque année, j'avais demandé une enquête de l'Inspection générale des Finances qui consistait à aller regarder et vérifier les comptes de chaque EPA. Cela créait des liens, car ils trouvaient tout d'un coup des équipes qui les changeaient de la vérification des percepteurs. Le Commissaire européen au commerce extérieur, Pascal Lamy, a fait un stage de six mois au Vaudreuil. Cela l'a marqué pour la vie. Sans vouloir trop surestimer le rôle des Finances d'hier, il est vrai qu'aujourd'hui les Finances ont délégué les trésoriers généraux, des fonctionnaires locaux, dans les derniers établissements publics.

Sabine Effosse

Y avait-il vraiment un réseau d'inspection propre aux Finances ?

Jean-Eudes Roullier

Je ne sais pas si on peut parler d'un réseau propre aux Finances. Il y en a eu quelques uns. Il y a eu le directeur de Marne-la-Vallée, Pierre Carle, un administrateur de la France d'Outre-Mer qui avait été intégré à l'Inspection des Finances. Patrice Chevalier, le Secrétaire général de Marne-la-Vallée, a été administrateur civil des Finances. Cela me paraît plutôt l'exception. En province, même en Ile-de-France, et dans les équipes elles-mêmes, pas beaucoup. Mais il y avait une espèce de grande famille des villes nouvelles. Je le pense. Il y a eu des réseaux de toute nature, dans les Ponts et Chaussées, chez les architectes, dans l'animation culturelle, mais aussi localement. Il y a des curés qui sont venus s'installer dans des appartements à Cergy. Si vous prenez l'histoire de la vie locale, il y a quand même eu une proportion de gens, certainement très minoritaire mais pas négligeable, qui sont venus habiter là parce qu'ils se sont dits qu'il s'y passait quelque chose. Il y a l'histoire de ces deux prêtres à Cergy, qui ont maintenant soixante-dix ans et qui ont livré leur témoignage quelque part : un prêtre ouvrier, et l'autre qui vivait dans un appartement. Il y a eu aussi des cadres locaux.

Sabine Effosse

Il y a eu une sorte d'utopie ?

Jean-Eudes Roullier

Je ne sais pas si on peut parler d'utopie, puisque l'utopie est par définition quelque chose qui n'existe pas. Il y avait une forme de rêve. Il y a eu beaucoup d'investissement sur la conception des équipements, sur ce que pouvait être la vie sociale dans des ensembles nouveaux, sur l'éducation, sur les écoles, les premières bases de loisirs. Il y a eu la conjonction des suites du Commissariat au Plan des années 1958, qui cherchait des formules nouvelles. Il y avait une Commission des villes au Commissariat au Plan qui, quelque part, dans une approche partiellement traditionnelle, cherchait des réponses aux problèmes des grands ensembles, aux problèmes d'urbanisation et de décentralisation. Il y a eu le grand flot de mai 1968 qui a renforcé la tendance. Il y a eu le Fonds d'interventions culturelles, au ministère de la Culture, qui était totalement consacré à financer des expériences innovantes d'animation culturelle. Il y a des gens au ministère de la Culture qui auraient des masses de choses à raconter, pour qui cela reste l'aventure de leur vie, comme l'actuel directeur de la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon qui a créé l'action culturelle à Cergy-Pontoise, Daniel Girard. Un peu plus tard, j'avais été invité par deux amis à Reims où il y avait une femme absolument extraordinaire qui avait installé, dans un grand ensemble, une gigantesque exposition de sculptures contemporaines dans les espaces libres. Elle s'appelait Monique Faux. C'était un personnage dans le monde de la culture. On avait sympathisé, et je lui avais dit que dans les villes nouvelles il y avait un tas de choses à faire en matière d'art. On a monté, avec le ministère de la Culture, un bureau qui l'a nommé conseiller culturel pour les arts plastiques dans les villes nouvelles au niveau national. Elle est une des rares personnes à avoir permis en France l'application de la règle du 1 % culturel qui oblige théoriquement, quand on construit quelque bâtiment public que ce soit, une école, à consacrer 1 % du budget à des interventions d'artistes. Il y a des textes qui sont obligatoires mais qui ne sont pas appliqués, mais qui ont été appliqués dans les villes nouvelles pendant au moins quinze ans. Il y a, à Saint-Quentin-en-Yvelines, des œuvres remarquables. A Marne-la-Vallée, à Saint-Quentin-en-Yvelines, à Evry, elle a fait beaucoup de choses, elle a créé un mouvement. Véronique Cayla, l'actuelle Présidente du Festival de Cannes, qui était jeune animatrice en costume mao et en vélo du Fonds d'interventions culturelles, encourageait des associations, des animateurs en tout genre, mais en regardant sérieusement leur dossier. D'une part, l'existence du Secrétariat Général des Villes Nouvelles leur facilitait le travail parce qu'ils avaient un

correspondant, d'autre part, c'était aussi une vitalité locale avec des expériences d'architecture avec les habitants. Et il y eu le Plan Construction en 1970 qui a, de la même manière, encouragé l'innovation architecturale en consacrant une part assez considérable de ses moyens aux villes nouvelles. Plan qui a été présidé par Paul Delouvrier et dirigé par le Directeur de la Construction, qui était un ex-collaborateur de Paul Delouvrier, Robert Lion. Celui-ci a monté le Plan Construction, après avoir été auparavant chargé de mission auprès de Paul Delouvrier, et il a sollicité celui-ci pour devenir Président du Comité directeur du Plan Construction.

Sabine Effosse

On en était à l'action culturelle, j'aimerais qu'on revienne au Groupe Central des Villes Nouvelles, qui fait suite au Groupe Interministériel sur la région parisienne, où vous prenez en charge les villes nouvelles de province.

Jean-Eudes Roullier

C'était l'époque où j'exerçais à temps partiel le rôle de Secrétaire Général du Groupe de travail sur les Villes Nouvelles de la région parisienne, et la délégation de signature que j'avais pour les affaires relevant directement de la Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme du ministère de l'Équipement. Je recevais des visites de gens qui travaillaient sur les villes nouvelles de province qui venaient voir comment cela se passait en Ile-de-France et qui me disaient : "*Nous sommes seuls.*" Faire des études, c'était relativement simple, mais après, ils n'avaient aucun moyen opérationnel. Concernant les acquisitions foncières, ils avaient fait des plans, des ébauches de projet. Ils arrivaient assez logiquement à l'idée que s'ils voulaient construire des villes nouvelles, il fallait trouver le moyen de bâtir des établissements publics, d'avoir une certaine coordination budgétaire, d'avoir un mode de relation avec les élus un peu clarifié. Ils me reprochaient de ne pas m'occuper d'eux. Je n'en avais qu'à moitié envie parce que j'avais déjà de quoi faire. La DATAR, elle-même, a dû s'arranger avec Monsieur Chalandon dans la mesure où celui-ci souhaitait se débarrasser de moi. Cela a pris quelques mois puisque que j'ai dû quitter le cabinet au milieu de l'année 1969. Le Groupe central a été créé en décembre 1970.

Sabine Effosse

Vous avez quitté le Cabinet en juin 1969.

Jean-Eudes Roullier

Oui. Et je me suis retrouvé avec deux bureaux, si j'ose dire. J'avais de quoi m'occuper. Le Secrétariat des villes nouvelles de la région parisienne et la tutelle des villes nouvelles pour le compte de l'administration du ministère de l'Équipement au sein de la DAFU. Il y avait eu le départ de Paul Delouvrier.

Sabine Effosse

Un départ qui était prévisible.

Jean-Eudes Roullier

Très provoqué par Chalandon. A l'arrivée de Monsieur Doublet, il a fallu le "rôder" un peu. C'est surtout Salmon-Legagneur qui s'en est chargé. Il y a eu un projet de texte sur le Groupe Central des Villes Nouvelles, avec là aussi un Secrétariat général. Les différences avec le groupe précédent, c'est qu'il avait une vocation nationale, qu'il n'était plus présidé de ce fait par le Préfet de la région parisienne, Maurice Doublet à l'époque. Et c'est Salmon-Legagneur, qui était très proche de Maurice Doublet, qui faisait la négociation. Il y avait donc un Secrétariat général qui était celui existant, avec des moyens supplémentaires, toujours géré par l'Agence foncière et technique de la région parisienne, ce qui permettait d'avoir des moyens financiers convenables. Il y avait des fonctionnaires prêtés, et des gens payés par l'AFTRP, une équipe qui a dû monter jusqu'à une trentaine de personnes par moment. Et le Bureau des Villes Nouvelles s'est quasiment intégré au dispositif. Assez logiquement, on avait fonctionné au début avec uniquement l'Intérieur, les Finances et l'Équipement, puisqu'il s'agissait d'acheter des terrains, de faire des routes, de faire des tuyaux d'eau d'assainissement. Mais on était au stade où il fallait faire des écoles, installer le téléphone, faire des équipements culturels et sportifs. On est passé de trois à douze ministères dans le GCVN. Cela ne pouvait fonctionner qu'avec un Président ayant une aura personnelle très forte. Je me souviens d'un jour où j'étais en voiture avenue Victor Hugo. Et là, je me fais doubler par une belle Volvo avec Max Stern qui me fait des grands signes dans le but que je m'arrête. Il me demande de monter dans ma voiture afin de me dire qu'il a vu Albin hier soir, qu'il a parlé avec lui de telle et telle chose et puis que la semaine dernière Jacques... J'ai fini par comprendre que c'était Jacques Chaban-Delmas. Son but était de me montrer qu'il connaissait tout le monde, tout cela pour me dire que c'était lui qui serait président du GCVN. Je lui ai répondu que je n'en savais rien. Max Stern a été vice-président, mais on ne l'a jamais vu. C'est la DATAR qui a oeuvré pour que le Président soit Roger Goetze. Roger Goetze avait un poids personnel et une capacité de persuasion égale, mais dans un autre style, à celle de Delouvrier.

C'est un personnage assez extraordinaire. Il avait beaucoup travaillé pour la DATAR. Il y avait eu, à la DATAR, pendant des années le Groupe central de planification urbaine, qui était présidé par Roger Goetze dans les années 1960, et qui avait dû avoir à connaître du schéma directeur de la région parisienne. Roger Goetze était un homme qui était très engagé dans l'éducation populaire, les mouvements associatifs. Il avait un poids personnel assez fort à la DATAR. Il était gouverneur du Crédit Foncier après avoir quitté la Direction du Budget. Il m'a toujours impressionné car quand on lui présentait une page complète de chiffres il ne lui fallait pas cinq secondes pour qu'il repère une erreur d'addition dans une colonne. Pour un directeur de Budget, c'était du grand art pour déstabiliser ses interlocuteurs. Quand il voulait faire quelque chose, il savait comment y arriver. Il avait en même temps un côté gentleman-farmer. Les élus l'adoraient. Le Président Goetze a joué un rôle essentiel. Il était assez exigeant sur les dossiers. C'était lui le patron, d'une certaine manière, pour toutes les affaires budgétaires, notamment l'équilibre des budgets des syndicats. Les élus ont pris goût à ces subventions un peu d'exception, mais du coup avec quelquefois des appétits de grandeur dont il fallait décortiquer le budget, suivant des procédures très rigoureuses toujours respectées. On a eu des séances avec tous les élus des syndicats, syndicat par syndicat. Les élus étaient finalement assez flattés...

Sabine Effosse

Ils étaient assez impliqués contrairement à ce qu'on a pu dire parfois où cela avait l'air d'être un montage très technique. Et finalement, les élus étaient impliqués dans l'action du GCVN.

Jean-Eudes Roullier

Absolument. Encore une fois il y a eu des situations très diverses. A Villeneuve d'Ascq, tout s'est fait avec l'accord des élus. Il a pu y avoir des conflits. Mon souci était de leur dire : "*Exprimez-vous, il n'y a pas de recette en matière d'urbanisme, il n'y a pas de modèle type.*" Il y en avait eu un peu trop dans les villes nouvelles anglaises, dans les grands ensembles. Chacun trouvait sa voie, quitte à ce qu'il y ait des réunions périodiques. Notamment, il y a eu conflit à Villeneuve d'Ascq, où le directeur Jean-Claude Ralite a voulu monter un concours pour le quartier du "Pont de bois", un concours qui associait des constructeurs de logements sociaux et des architectes. Il se trouvait qu'il y avait au Conseil d'administration un certain Pierre Mauroy, Président de l'Office HLM de Lille, qui a fait un bruit épouvantable parce que l'Office HLM de Lille avait une sorte de monopole. Jean-Claude Ralite a tenu bon. Mais après, il a sauté car les élus le supportaient mal. A l'Isle d'Abeau, h

ville nouvelle a été portée, dans les premières années, par le Sénateur-maire de Bourgoin, à savoir Monsieur Oudot qui était un personnage que j'aimais beaucoup. Malheureusement, il est décédé d'un accident cardiaque, quelques années après. La ville nouvelle n'a pas très bien tourné parce que la relation avec les élus s'est compliquée. Les directeurs successifs ont navigué comme ils ont pu. Le cas du Vaudreuil a été plus compliqué. On pourrait dire que Jean-Paul Lacaze a eu des relations compliquées avec les élus, qui étaient assez liées à des conflits entre élus, entre la Seine-Maritime et l'Eure, entre les élus locaux du Vaudreuil même.

Sabine Effosse

Le Vaudreuil avait été refusé par la population des agriculteurs.

Jean-Eudes Roullier

Il y a eu des très gros problèmes avec les "sabliers", des problèmes de gravières. Je n'ai pas le souvenir de grands problèmes avec les agriculteurs. Il y a eu des problèmes hydrauliques, des problèmes avec les sabliers compliqués, des problèmes de localisation. Il était très difficile d'imaginer une très grande dynamique urbaine. Il y a eu des problèmes de conception. Il y avait une forme d'idéologie. Il y a des thèses intéressantes là-dessus. C'était ce qu'on appelait le "germe de ville", qui était l'idée séduisante de dire qu'il faut que dans le premier quartier, on trouve l'embryon de toutes les fonctions d'une ville, pour qu'il se développe par lui-même, ce qui a conduit à des constructions assez collectives et ramassées dans un paysage de rêve avec des principes qui, d'ailleurs, ne fonctionnent pas si mal que cela. Notamment, il fallait que jamais une automobile ne puisse rencontrer un habitant. Toutes les circulations piétonnes sont à l'étage, les voitures passent en-dessous, les piétons sont au niveau du rez-de-chaussée des immeubles. Comme la crise économique est arrivée vers 1971-1973, les villes nouvelles qui avaient été démarrées bien avant s'en sont tirées mieux que le Vaudreuil. Villeneuve d'Ascq s'est arrêtée prématurément, au début des années 80, mais repartira un jour ou l'autre. C'est une position géographique extraordinaire. C'est le campus universitaire qui a donné l'idée de faire une ville nouvelle. Le campus était construit avant la ville nouvelle, à deux kilomètres de Lille, dans l'agglomération lilloise. C'était l'autre motif de conflit sous-jacent avec Monsieur Mauroy qui se voyait déjà maire de Lille et qui comme le maire de l'époque, Augustin Laurent, avait l'objectif d'agrandir Lille sur les terrains libres de Villeneuve d'Ascq. Rappelons que Lille est la seule communauté urbaine où la commune centre n'est pas dominante. Lille ne fait que soixante ou quatre-vingt mille habitants sur un million. Il y a eu aussi des tensions politiques parce que la zone de Villeneuve d'Ascq était plutôt une zone de

vote modéré dans un environnement PS. Reste que l'établissement public de la ville nouvelle a été voté à l'unanimité par la communauté urbaine. En revanche, les Rives de l'Etang de Berre, avec Gaston Defferre, cela s'est surtout joué avec les élus locaux.

Sabine Effosse

Il était tout de même contre au départ.

Jean-Eudes Roullier

Il était contre. Cela a été une opération DATAR. Ce qu'on a appelé la ville nouvelle des Rives de l'Etang de Berre n'est qu'une annexe de ce qu'on a appelé l'opération de Fos, le complexe industrialoportuaire de Fos. C'était contre cela qu'était Defferre, de manière totalement rétrograde. Peut-être qu'il avait raison à court terme, mais à long terme, je ne le pense pas. Dans toutes les grandes villes portuaires, le port s'est déplacé : à Bilbao, à Barcelone. C'est vrai qu'il avait un système de contrôle. Il contrôlait très bien ce qui se passait à Marseille. Donc, le grand enjeu pour Messieurs Guichard et Monod, c'était l'acierie de Fos, avec ce complexe industrialoportuaire de Fos. Et puis, la DATAR s'est aperçue, un peu tard d'ailleurs, avant de venir me chercher, que l'acierie de Fos faisait venir des mineurs de Lorraine, pas mal de monde, qu'on ne savait pas où les loger, et qu'il y avait des projets de grands ensembles dans tous les coins. Il ne restait plus qu'un an, deux ans, il fallait donc se dépêcher si on souhaitait faire autre chose. Il est apparu que pour faire autre chose, la seule procédure qu'on connaissait, c'était celle des villes nouvelles. C'était de regrouper les communes, d'imposer un schéma. Il y a eu des négociations avec les élus puisqu'il y avait un bastion communiste très implanté à Martigues. Et puis, il y avait des maires assez farfelus, modérés, comme le maire de Fos qui se voyait déjà faire faire sa statue en or massif sur la place de la Mairie. J'ai le souvenir de réunions où était venu Monod. C'était des réunions nocturnes avec les maires où on avait envoyé Monsieur Philippe Dechartre, un gaulliste gauche, sermonner les six maires et leur dire : "*Ce n'est pas au moment où se crée l'Europe des six, que vous allez rester tous seuls chacun dans votre coin.*" Ils étaient restés éberlués. Finalement, là où les communistes ont refusé radicalement, on n'a pas "violé" les communes. On a fait un syndicat avec trois communes : Istres, Fos et Miramas. Il y a des réalisations remarquables, mais ce n'est pas vraiment une ville nouvelle.

Sabine Effosse

Pourquoi les communistes sont-ils restés en dehors ? Les logements sociaux sont en général prévus dans les programmes des mairies communistes.

Jean-Eudes Roullier

Les communistes avaient une religion. C'était leur dogme dans la vie locale, à savoir l'autonomie communale. Ils sont, dans la plaine Saint-Denis et ailleurs, en train de venir à l'idée qu'il faut bien se mettre à plusieurs pour maîtriser des problèmes de paupérisation. Il y a eu ces trois communes plus Vitrolles, qui a fait parler d'elle depuis. L'utilisation des procédures des villes nouvelles a permis de protéger les espaces naturels, qui sont magnifiques autour de l'Etang de Berre. On oublie souvent que les villes nouvelles ont acheté beaucoup plus de terrains interdits de construire que de terrains à construire. Cela a protégé complètement la Crau qui était très menacée à l'époque. A Saint-Quentin-en-Yvelines, il y avait une coupure très nette entre la droite et la gauche, le PS et le PC. Il y avait Trappes, qui était communiste, qui a accepté de rentrer à condition qu'on lui fiche la paix. Je ne sais pas si on a bien fait d'ailleurs puisque, comme elle voulait des HLM, on a fait des HLM. A la sortie, il n'y a que des HLM. Maintenant, c'est le PS qui a repris la majorité. Ils sont en train de vouloir réintroduire des classes moyennes et l'esprit de la ville nouvelle. Il faut dire qu'il y avait un maire communiste assez séduisant, Bernard Hugo, qui a été président de l'Etablissement public, qui était un homme de consensus, un enseignant cultivé. Mais les ficelles de la Mairie n'étaient pas tirées par lui. Au niveau global de la ville nouvelle, il y a eu très vite deux fortes personnalités qui étaient le maire de droite de Montigny-le-Bretonneux, Monsieur About, Sénateur aujourd'hui, et le maire socialiste de la commune de Guyancourt, Monsieur Nadaus, au parcours intéressant puisque c'est un enseignant qui a fait ses débuts à trente ans dans des campagnes violentes contre la ville nouvelle. Petit à petit, il s'est passionné. C'est un poète. Il m'envoie des poèmes régulièrement. C'est un personnage assez extraordinaire. Il écrit des romans. Tout le centre de Saint-Quentin-en-Yvelines est à cheval sur les deux communes de Montigny-le-Bretonneux et Guyancourt. Il y a eu aussi des problèmes au sein du PS entre les rocardiens et les autres. Donc, l'Etablissement public a navigué un peu comme il a pu, en étant obligé de tenir compte de ces dissensions. Je me souviens lorsque je suis allé voir le Préfet Erignac alors qu'il avait été nommé dans les Yvelines, je me souviens qu'il m'a dit : *"Monsieur Roullier, je vais vous dire, Saint-Quentin-en-Yvelines, c'est très simple : il y a deux vieux boucs qui se sont pris les cornes, Messieurs About et Nadaus, il faut vivre avec."* On ne peut pas dire que les établissements publics aient été complètement libres de leurs mouvements, mais le bilan est positif.

Sabine Effosse

Il y avait aussi le problème de Trappes-Est et Trappes-Ouest à Saint-Quentin.

Jean-Eudes Roullier

Effectivement, dans la mise au point du schéma directeur, on est passé de huit villes nouvelles à cinq en supprimant Mantes, en fusionnant Trappes-Est et Trappes-Ouest dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. Et il y en avait encore une dans la vallée de Montmorency. La démarrer en même temps que Cergy-Pontoise, c'était lui faire une concurrence directe.

Sabine Effosse

Et pour Melun-Sénart, il y a eu des querelles importantes. Au départ, c'était Tigery-Lieusaint. Et puis il y a eu aussi des problèmes avec Evry.

Jean-Eudes Roullier

La ville nouvelle qui s'appelle aujourd'hui Sénart s'appelait, dans sa première version, Tigery-Lieusaint. Quand on a créé l'établissement public, c'est alors devenu Melun-Sénart avec trois syndicats de communautaires et un établissement public qui empiétaient sérieusement sur le Département de l'Essonne. Toute la partie en bord de Seine est dans l'Essonne. Le préfet de l'Essonne a toujours été un peu jaloux car l'Etablissement public, il n'y en a qu'un, et il est sous la tutelle du préfet de Seine et Marne. Il y a eu effectivement des rivalités. Au départ, dans l'idée de Paul Delouvrier, il s'agissait avant tout de quelque chose qui s'urbaniserait un jour, d'une réserve foncière pour une deuxième étape. Si il y a un ensemble de terrains assez extraordinaires à portée de voiture de Paris, un jour ou l'autre, on aura besoin de cette réserve foncière. En même temps, il y a des problèmes de développement dans les communes autour de Melun. Cela a été rebaptisé Melun-Sénart, essentiellement parce qu'il y avait un homme clé dans le dispositif qui était le maire de Melun, Marc Jacquet, ancien ministre des Travaux publics qui était une des figures du RPR. Cela s'appelait à l'époque UDR. Il tenait à avoir un rôle fort qui a conduit à mettre dans un premier temps Melun dans l'Etablissement public, ce qui était d'ailleurs plutôt astucieux. C'est un peu dommage qu'il en soit sorti ultérieurement parce que quelque part, à Melun, il y a des problèmes urbains et des problèmes de quartiers périphériques. En même temps, la cohérence avec l'ensemble n'était pas évidente. Et puis, il y a eu l'Etablissement Public qui, lui, a travaillé avec les maires. Essentiellement un maire qui a

pris une position un peu, je ne dirais pas dominante, mais qui est accepté par tout le monde dans la mesure où il pratique le consensus, à savoir Jean-Jacques Fournier, le maire de Moissy-Cramayel qui est le président du Syndicat d'Agglomération Nouvelle et de l'Association Française des Villes Nouvelles. Cela s'est plutôt bien développé. C'est la seule ville nouvelle qui s'est développée en agrandissant simplement les bourgs existants dans des quartiers nouveaux, en prolongeant les rues, en s'appuyant sur le tissu local alors qu'ailleurs, c'est plutôt les communes qui avaient refusé cela. C'est aujourd'hui relativement bien desservi, encore qu'ils se plaignent toujours.

Sabine Effosse

Le RER D est épouvantable.

Jean-Eudes Roullier

Oui, le RER D n'est pas brillant. Le rêve était de desservir via Villeneuve Saint-Georges par une autoroute. C'est assez bien accessible, en heures creuses en tout cas. Il y a donc eu cette période Melun-Sénart. Et puis, après 1978, dans les réformes ultérieures, Marc Jacquet a disparu et la municipalité de Melun a fait "sécession".

Sabine Effosse

Melun, c'était socialiste ?

Jean-Eudes Roullier

Non. La ville de Melun est modérée. Dans toutes les villes nouvelles d'Ile de France, on a un équilibre droite-gauche.

Sabine Effosse

Pas plus de gauche ?

Jean-Eudes Roullier

Aux élections présidentielles, c'était équilibré. Aux élections locales, il y a eu une légère majorité socialiste. Mais à Saint-Quentin-en-Yvelines comme à Cergy, il suffit d'une commune qui bascule pour que tout bascule. Pontoise est à droite. Cergy est à gauche. Evry est assez nettement socialiste, mais la communauté d'agglomération est à droite. Il y a une dominante socialiste. Ils se sont fait piéger car ils ont décidé de faire une communauté

d'agglomération avec les quatre communes de la ville nouvelle. Evry doit faire plus de 60 % de la population mais aucune commune n'a le droit d'avoir plus de la moitié des sièges. Donc, les trois communes de Lisses, Bondoufle et Courcouronnes ont 51 % des sièges. Et toutes les trois ont basculé à droite, ce qui fait que le Président de la Communauté d'Agglomération d'Evry est à droite alors que maire d'Evry, Manuel Valls, est un socialiste très dynamique. C'est un des rares qui ait survécu aux législatives, et mieux que survécu puisque c'est sa première élection. Dans la pratique, il me semble qu'on finit par s'entendre.

Sabine Effosse

Pour les municipales de 1977, il est quand même apparu qu'avec la population des villes nouvelles, il y avait une majorité de gauche.

Jean-Eudes Roullier

C'est une légère majorité. Encore une fois, cela a évolué depuis. A Saint-Quentin-en-Yvelines comme à Cergy, cela tient à une commune. D'ailleurs, ils ont un mode de fonctionnement où ils en sont venus, pour chaque commission, à un vice-président de droite. Sénart, c'est aussi moitié, moitié. Marne-la-Vallée, c'est plutôt par secteur, encore que Noisy-le-Grand ait eu un maire RPR assez longtemps. Actuellement, il y a un maire socialiste. Il y a le Val Maubuée avec une dominante PS. A l'inverse, Bussy-Saint-Georges est UDF. Autour de Disney, c'est plutôt à droite. A l'Isle d'Abeau, chacun tire dans les pattes des voisins. Le Vaudreuil est socialiste, Villeneuve d'Ascq aussi.

Sabine Effosse

Dans l'ensemble, c'est quand même pour la région parisienne, à dominance socialiste.

Jean-Eudes Roullier

J'aimerais faire une étude électorale. Si vous prenez le dernier scrutin, dans les parties construites par les villes nouvelles et en Ile-de-France, ça a été le plus bas taux de vote de l'Ile-de-France pour Le Pen, le plus fort taux de vote au deuxième tour pour Chirac. On peut alors se demander si le vote de Chirac est un vote socialiste.

Sabine Effosse

C'est biaisé.

Jean-Eudes Roullier

C'est compliqué.

Sabine Effosse

Il aurait fallu prendre le premier tour.

Jean-Eudes Roullier

Le premier tour, c'est un éparpillement.

Sabine Effosse

Si on additionne, on aurait eu une majorité à gauche, plus exactement la gauche plurielle.

Jean-Eudes Roullier

Ce n'est pas évident. Le PC est en chute libre dans les villes nouvelles. Il y a un vote écologiste qui n'est pas négligeable. Cela ne doit pas dépasser 6 à 8 %. C'est plus équilibré qu'il n'y paraît.

Sabine Effosse

Il y a vingt-cinq ans, les villes nouvelles étaient chargées par certains hommes politiques d'apporter des majorités de gauche compte-tenu de la sociologie un peu truquée des...

Jean-Eudes Roullier

Oui et non. Il y a deux choses. L'une a amplifié l'autre. L'une, c'est le bouleversement des équilibres locaux traditionnels, tant à droite qu'à gauche. Les villes nouvelles ont quand même la réputation d'avoir attiré des jeunes et surtout des classes moyennes, voire modestes, mais quand même avec une nette couche de professions intermédiaires, d'employés, de cadres. Donc, des gens qui étaient typiquement de la clientèle de mai 1968, de la vie associative. Il y a sans doute eu, d'une certaine manière, une stratégie globale du PS à l'égard des villes nouvelles. Le PS qui était en perdition en Ile-de-France. Dans les années 1970, c'était la vieille SFIO. Le PC était très fort, le PS quasiment inexistant. Quelque part, le PS a repris pied en Ile-de-France en partie par les villes nouvelles. De là à dire qu'il est totalement dominant, cela mériterait une étude plus détaillée.

Sabine Effosse

Cet apport de population de classes moyennes a été vrai dans la période où vous étiez au Groupe Central des Villes Nouvelles. En revanche, après le début des années 1980, on peut s'apercevoir qu'il y a une surreprésentation des classes plutôt défavorisées due à une construction de logements HLM qui était assez importante dans les vingt dernières années des villes nouvelles. Peut-être qu'il y a eu un revirement après. On a insisté beaucoup sur les logements sociaux et cela a contribué peut-être à créer un certain déséquilibre.

Jean-Eudes Roullier

Une de nos ambitions est de lancer une grande évaluation de ce qu'a été la politique du logement aux différentes périodes. J'entends des thèses très divergentes et opposées, y compris sur les statistiques et la part du logement HLM.

Sabine Effosse

Dans le cas de Cergy, on a à faire à des quartiers ethniques et à des quartiers de logements sociaux.

Jean-Eudes Roullier

Je ne crois pas que ce soit vrai de manière générale. Et les problèmes ethniques de Cergy sont venus par des logements en accession à la propriété plus que par les HLM. Il n'y a pas plus que 6 à 8% d'étrangers dans les villes nouvelles.

Sabine Effosse

Les logements font les populations.

Jean-Eudes Roullier

C'est vrai. Il y a eu aussi des changements de population dans les logements existants. A la limite, pour certains, les problèmes les plus délicats sont ceux des co-propriétés. C'est le cas de Cergy-Saint-Christophe, où il y a eu un afflux de Maliens qui a lui-même déstabilisé pas mal de choses. C'était un quartier qui, au départ, était conçu pour les classes moyennes. On a fait une étude très poussée sur les quinze dernières années. Ce que l'on voit très bien, c'est que la composition sociale moyenne des villes nouvelles ne s'est pas dégradée par rapport au reste de la grande couronne. En revanche, les pauvres se sont concentrés dans certains quartiers, et les moins pauvres dans d'autres.

Sabine Effosse

Par exemple, entre Cergy et Marne-la-Vallée. Cergy, c'est essentiellement une population en provenance d'Afrique sub-saharienne, alors qu'à Marne-la-Vallée, c'est une population asiatique.

Jean-Eudes Roullier

On s'écarte un peu de mon histoire. Mais, moi j'ai été frappé par un article du supplément du Nouvel Observateur qui présentait Marne-la-Vallée comme le terrain de la progression sur l'échelle sociale des gens qui venaient d'Asie du Sud-Est. Quand ils avaient quelques moyens, ils allaient s'acheter une maison à Bussy-Saint-Georges. Dans l'Est parisien, il y a quelque chose qu'il faudrait analyser de plus près.

Sabine Effosse

Il y a vraiment une sectorisation. On trouve une population asiatique sur Marne-la-Vallée et plutôt une population africaine sur l'Ouest et sur Cergy. C'est manifeste.

Jean-Eudes Roullier

Visuellement, vous avez sans doute raison. Je n'ai pas compté la population noire. Il y a une population maghrébine assez forte aussi, à Evry. Il y a des problèmes interethniques.

Sabine Effosse

C'est plutôt une évolution postérieure à votre expérience au Groupe Central des Villes Nouvelles, puisque jusqu'à la fin des années 1970 la population est plutôt composée de jeunes ménages de nationalité française avec enfants.

Jean-Eudes Roullier

Je me souviens qu'on a eu des débats sur Saint-Quentin-en-Yvelines, au début, où il y avait des immigrés. Le débat était de savoir s'il fallait introduire un plafond, ou quota, par immeuble dans le logement social. Il y avait à la fois l'idée qu'au-dessus de 12 %, l'intégration devenait difficile, mais aussi à l'inverse, l'idée d'accepter les immigrés dans la limite de 12 %. Beaucoup de constructeurs de logements sociaux le font pratiquement dans la mesure où ils essaient de faire un cocktail social viable. On voit bien qu'il y a des tendances inverses, peut-être plus chez les noirs que chez les "beurs", à savoir essayer de coloniser, de retrouver une forme de communautarisme localisée. Cela dit, si l'on prend les moyennes, les villes

nouvelles ne se portent pas si mal. Cependant, il y en a une qui se porte moins bien que les autres, c'est Evry, aussi bien au niveau de la pauvreté que des immigrés. Au contraire, Saint-Quentin-en-Yvelines se porte mieux que les autres.

Sabine Effosse

Elle a aussi peut-être l'avantage de se trouver dans la banlieue Ouest.

Jean-Eudes Roullier

Le revenu moyen est supérieur de 20 % à toutes les autres villes nouvelles. C'est très directement lié à sa position géographique. Et puis les trois autres qui sont dans la moyenne, sachant qu'à Marne-la-Vallée, la situation est assez contrastée d'un secteur à l'autre.

Sabine Effosse

A Saint-Quentin, c'est aussi lié au type d'emploi qui est venu s'installer. Le tertiaire, les sièges sociaux. Cela a drainé une clientèle de cadres.

Jean-Eudes Roullier

A Evry, il y a une masse d'emplois de haut niveau. Simplement la ville est partiellement occupée par une population venue d'ailleurs. Il y a des sièges sociaux comme le groupe "Accor", le groupe "Carrefour". Un des grands problèmes d'Evry, actuellement, c'est qu'il y a une contradiction entre un développement économique qui apporte plutôt des emplois de haut niveau et une dévalorisation sociale qui fait que certains habitants d'Evry ont du mal à trouver du travail sur place. Inversement, ce sont des gens de l'extérieur qui viennent tous les matins travailler à Evry. Mais cela dit, il faudrait aussi aller voir dans une autre direction. Nombreux sont les gens qui me disent que, pour les populations immigrées, les villes nouvelles sont un lieu qui peut leur apporter une opportunité de formation, de progression sociale, d'intégration. C'est tout de même une formidable machine à intégrer, avec du "déchet", mais à intégrer des populations immigrées. L'effet est global. Des sociologues travaillant actuellement sur Corbeil disent observer depuis trois ans une influence bénéfique de l'Université d'Evry qui apporte de nombreuses formations professionnalisantes; et le fait qu'elle soit à Evry est quand même un élément très positif.

Sabine Effosse

On va revenir sur le Groupe Central des Villes Nouvelles. Les relations avec les élus, les EPA, également le rôle majeur pour les arbitrages financiers. Est-ce que vous voyez d'autres attributions qui mériteraient d'être soulignées ?

Jean-Eudes Roullier

Ce sont les fonctions clés. C'était une réflexion de synthèse, faire le point périodiquement avec les différents ministères, les élus. On se parlait très librement.

Sabine Effosse

Y a-t-il eu des moments mémorables, des attaques, des discussions ou des projets qui sont restés à l'ébauche, ou alors tout était bien "huilé" ?

Jean-Eudes Roullier

C'était ni bien "huilé", ni le lieu de dérapages ou de batailles mémorables. Il y a eu les crises de Vaudreuil et de Villeneuve d'Ascq, qui ont été l'une et l'autre fermées prématurément.

Sabine Effosse

Le Vaudreuil, c'était venu à quel moment ?

Jean-Eudes Roullier

C'était pratiquement décidé avant. Je pense qu'on n'était pas loin de la fermeture quand je suis parti.

Sabine Effosse

Votre départ remonte à 1978 ?

Jean-Eudes Roullier

Cela dit, je m'en suis quand même occupé un peu après comme directeur de l'Urbanisme et des Paysages. Le Vaudreuil, cela battait de l'aile. Jean-Paul Lacaze était parti. On avait nommé un administrateur de la France d'Outre-mer qui essayait de trouver des "trucs" un peu attractifs, des maisons individuelles. A l'évidence, cela ne justifiait plus la présence d'un établissement public. Cela a été une retraite en bon ordre. Villeneuve d'Ascq, cela a été les élections des années 1977, avec l'arrivée d'une municipalité socialiste et surtout écologiste. Il

y avait par ailleurs un potentiel de développement qui reste considérable, mais ce que j'ai regretté d'ailleurs, une volonté des élus de s'arrêter.

Sabine Effosse

Il existait une mésentente entre Jean-Claude Ralite et les élus locaux.

Jean-Eudes Roullier

Notamment sur ces problèmes de concours et d'architecture. Il a servi un peu de bouc émissaire. Cela dit, il est resté directeur un temps relativement important. C'est lui qui a inventé le métro automatique de Lille. Il n'y a pas eu de grande bataille. Michel Colot a pris le relais. Il y a eu des Ministres comme Monsieur Guichard. Je me souviens que lorsqu'il avait été nommé Ministre de l'Équipement, j'avais fait une note sur le thème des villes nouvelles : *"les villes nouvelles ont besoin d'un deuxième souffle."* Il m'a reçu très gentiment en me demandant de garder mon premier souffle encore un peu, cela l'arrangerait. J'ai aussi le souvenir d'une autre entrevue. Cette fois-ci, avec Marc Jacquet, le maire de Melun, qui était "empêtré" dans Melun-Sénart. Marc Jacquet et Olivier Guichard étaient de vieux compagnons de route au RPR. Guichard adorait ne rien dire. Marc Jacquet qui était malheureux dans ces trois syndicats dont il ne savait pas quoi faire, est ressorti ravi. En effet, Guichard lui avait répondu : *"Si tu ne sais pas quoi faire, je ne sais pas comment je saurais quoi faire à ta place."* Il y a eu le conflit qui a opposé Bernard Hirsch à Cergy à Monsieur Poniatoski, ministre de l'Intérieur, et élu de l'Isle Adam. Poniatoski craignait, peut-être à juste titre, le développement d'un électorat de gauche. Les villes nouvelles ont bouleversé le paysage électoral local. Cela a basculé dans tous les sens. Cela a fait apparaître de nouvelles élites qui ne sont pas toutes à gauche, mais qui étaient dérangeantes pour les notables classiques. Le conflit entre Poniatoski et Bernard Hirsch s'était cristallisé sur un projet de Ricardo Bofill qui s'appelait "la petite cathédrale".

Sabine Effosse

Vous-mêmes connaissiez bien Ricardo Bofill. C'est vous qui avez organisé une visite dans son atelier à Barcelone.

Jean-Eudes Roullier

On cherchait tous des idées. On cherchait à sortir du climat de l'école architecturale française, En 1965, ce n'était pas follement gai. C'était les grands ensembles. On cherchait des jeunes.

On est allé en Finlande, on a ramené des Finlandais. Cergy a amené des Anglais qui n'ont pas résisté très longtemps. Le rêve de Bernard Hirsch était de faire des maisons en bois. Avec les Anglais, il en a construit une. Huit jours après, il a eu le défilé de tous les maires du canton qui sont venus lui dire qu'il n'en construirait pas deux. En France, on construit des maisons en dur et non en bois. Ricardo Bofill était un phénomène. Guy Salmon-Legagneur m'a dit quand il l'a vu : "*C'est Bonaparte au pont d'Arcole.*" Ricardo Bofill, à trente cinq ans, avait construit des trucs étonnants en Espagne.

Sabine Effosse

Comment l'aviez-vous repéré ?

Jean-Eudes Roullier

En regardant la télévision, au moment des incidents à La Courneuve, à l'époque où Monsieur Doublet était préfet de région. Un commerçant avait été cambriolé le soir et pour se défendre, il avait tiré un coup de fusil, en blessant un jeune. Suite à cela, il y avait eu une émission sous forme de débat présentée par Jacqueline Baudrier entre les jeunes de La Courneuve et Monsieur Doublet. Le principe de l'émission était de préparer le débat par quatre courts-métrages sur des cités. Il y avait la ville nouvelle finlandaise de Tapiola, et il y avait Réus en Espagne, à côté de Taragonne, un ensemble construit par Ricardo Bofill, avec des gens qui sortaient leur chaise dans la rue, une ambiance de rue populaire d'autrefois un peu méditerranéenne. Bofill était habillé comme un sage indien. Le lendemain, j'ai rencontré le directeur adjoint de ville nouvelle de Cergy-Pontoise, qui est l'actuel président du Crédit local de France, Pierre Richard, qui est un esprit original, un ingénieur des Ponts. Et là, j'ai pris des renseignements sur Ricardo Bofill auprès de lui. Trois semaines plus tard, je suis allé voir le directeur de Cabinet du ministre de la Culture, Jacques Rigaud. Grâce à Jacques Rigaud, j'ai assisté au pot de clôture d'un colloque sur l'industrialisation de la construction qui s'était tenu à Yerres, dans l'Essonne. Et là, je suis tombé sur Ricardo Bofill qui était en train de bavarder avec Gérard Thurnauer, l'architecte du Vaudreuil, qui se lamentait en disant : "*On a pas un sou pour faire trois logements.*" Ricardo Bofill lui répondait : "*Tu ne sais pas t'y prendre. Moi, je trouve de l'argent...*" Il y avait Paul Chemetov, un militant à l'époque flamboyant du Parti communiste et un bon ami, qui a bavardé avec nous et qui m'a dit : "*Il faut qu'on aille voir Ricardo Bofill.*". L'idée paraissait intéressante. De plus, cela ferait du bien de sortir les directeurs de ville nouvelle. On a récupéré les gens d'Evry qui songeaient à faire un grand concours, les gens de Cergy avec Bernard Hirsch, sans oublier Paul Chemetov. C'était le

lundi, mardi, mercredi et Ricardo Bofill m'avait dit : "*Viens donc le samedi. Comme cela, on pourra bavarder.*" J'arrive le samedi à Barcelone, seul. J'ai été accueilli par une charmante jeune femme française, qui venait des services administratifs du Crazy Horse Saloon ! Et elle m'annonce le retard de Ricardo retenu pour affaires avec le Président Allende au Chili. Il est arrivé en soirée. On a passé une soirée dans les bistrotts du port de Barcelone. Il m'a fait visiter une résidence de luxe qu'il avait fait faire, avec des ateliers d'artistes. Les artistes étaient dans les sous-sols, un peu comme des esclaves. On est allé se promener le dimanche. Le lundi, on s'est réuni. Il nous a fait visiter une ancienne cimenterie qu'il avait réaménagé, notamment une pièce qui était une sorte de monastère où il écoutait du Bach tout seul. Lui-même avait du mal à construire, puisqu'il n'est pas architecte. Son père était entrepreneur, et il fallait qu'il trouve un architecte pour signer à sa place. C'était aussi un homme d'affaires remarquable. Au bout d'une ou deux journées, Paul Chemetov s'est levé et a dit : "*Il faut absolument que les villes nouvelles travaillent avec Ricardo Bofill.*" Paul Chemetov a été le premier à s'associer avec Bofill pour présenter le concours d'Evry. Il a fait avec Bofill un projet assez extraordinaire, un peu mégalomanie... Heureusement qu'on ne s'est pas lancé là-dedans car avec la crise économique au milieu, je ne sais pas ce qu'il en serait aujourd'hui. Hirsch, à Cergy a été séduit par cette idée de petite cathédrale. Mais celui qui a le plus travaillé avec lui, c'est Serge Goldberg, qui avait notamment un projet un peu fou : une cité d'artistes en plein ciel. Bofill a construit à Marne la Vallée et à Saint Quentin en Yvelines. C'est un épisode.

Sabine Effosse

Un épisode tout de même important.

Jean-Eudes Roullier

Oui et non parce que je ne pense pas qu'il ait laissé tellement de traces. Après Bofill, il y a eu l'élève de Bofill qui était Manolo Nunez, qui a construit ce qu'on appelait « le camembert de Marne-la-Vallée », tout cela soutenu par le Plan Construction.

Sabine Effosse

C'était le temps des aventures architecturales.

Jean-Eudes Roullier

Il y en a eu avec beaucoup d'architectes français tels que : Castro, Ciriani, Gaudin, Grumbach, Macary, Portzamparc, Riboulet, Thurnauer, Vasconi, Zubléna, ... Je crois qu'on peut dire que

beaucoup d'architectes qui comptent aujourd'hui ont fait leur premier bâtiment dans les villes nouvelles.

Sur l'évolution du Groupe Central des Villes Nouvelles, il y a donc eu Guichard, Fourcade. Je m'entendais bien avec eux. Fourcade était un inspecteur des Finances. Et puis, il y a eu l'arrivée de Michel d'Ornano en 1977, qui a créé un ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie qui réunissait des services des ministères de l'Environnement, de la Culture, et ce qui correspondait aux directions de la Construction et de l'Urbanisme du ministère de l'Équipement, en créant notamment une nouvelle Direction de l'Urbanisme et des Paysages. En 1978, j'étais à Londres, dans une conférence d'installation de l'Association internationale des villes nouvelles. J'ai reçu un coup de téléphone du Directeur de Cabinet de d'Ornano me demandant de revenir à Paris d'urgence et me proposant cette Direction. J'ai failli refuser, et puis finalement j'ai accepté. Roger Goetze me disait : "*Dans la vie, il faut toujours être candidat à quelque chose.*" C'est vrai que cela a été une aventure assez passionnante où je continuais à m'occuper un peu des villes nouvelles.

Sabine Effosse

Roger Goetze est resté Président du Groupe Central des villes nouvelles jusqu'à quand ?

Jean-Eudes Roullier

Bien au-delà de sa retraite en tout cas. Je suis devenu Président en 1993. Il y a eu pendant quelques années Gabriel Pallez. Il a du l'être jusqu'en 1988-1989. Il y est resté pas loin de vingt ans.

Sabine Effosse

Et vous, vous avez été Président pendant cinq ans.

Jean-Eudes Roullier

Honnêtement, je n'ai pas reconnu grand-chose de mon enfant. Chaque établissement public vivait sa vie localement, absorbé par un rythme de construction encore massif. Logiquement, au fur et à mesure de l'arrivée des nouveaux habitants, les élus avaient pris l'essentiel du pouvoir. Le Groupe Central des Villes Nouvelles en tant que tel ne s'est pratiquement plus réuni, je ne sais trop à partir de quand. Ce qui restait, pour l'essentiel, c'était l'attribution de « moyens d'équilibre », c'est à dire de subventions d'équilibre assorties de conventions triennales aux syndicats qui étaient encore en difficulté. C'était donc de longues discussions

avec les élus associant uniquement les Finances, l'Intérieur et l'Équipement. On était revenu à la formule initiale en pratique, même si les textes prévoyaient toujours d'autres ministères. C'était très centré sur Evry, Marne la Vallée et l'Isle d'Abeau.

Sabine Effosse

Berre...

Jean-Eudes Roullier

Non, ils avaient énormément d'argent avec les raffineries de pétrole, c'est même un peu choquant.

Sabine Effosse

Et à Cergy, il n'y avait pas de problèmes d'argent ?

Jean-Eudes Roullier

Pas à un degré nécessitant une subvention d'équilibre. Cela dit le Secrétariat Général du Groupe Central restait très actif, assurant auprès de moi l'analyse des finances locales, le suivi des établissements publics en liaison étroite avec les préfets, la coordination et le suivi de la politique du logement comme des divers dossiers remontant au niveau central (Université 2000, infrastructures...) et, auprès des ministères concernés, les réflexions engagées sur l'avenir de l'intercommunalité et des établissements publics. Il avait toujours été animé par de fortes personnalités : après mon départ en 1978, Guy Salmon-Legagneur, Michel Dresch, aujourd'hui directeur général d'EPAMarne-EPAFrance, Gilles Carrez, aujourd'hui rapporteur général du budget à l'Assemblée Nationale puis, sous ma présidence, Bernard Guirauden et Marie-Line Meaux, future directrice du cabinet de M.Gayssot.

Parallèlement, je me suis pas mal occupé de l'avenir des terrains Renault de Billancourt et du lancement, aujourd'hui bien avancé, du projet EuroMéditerranée à Marseille.

Sabine Effosse

Surtout avec le TGV

Jean-Eudes Roullier

Pas uniquement. J'ajoute qu'on a transformé, après mon départ, le Groupe Central des Villes nouvelles en Groupe Central des grandes opérations d'urbanisme, dont le rôle est étendu notamment aux nouveaux établissements publics d'aménagement : EuroMéditerranée et, en région parisienne, Mantois, Seine Arche (Nanterre) et Plaine de France. Le Secrétariat Général (désormais SGGOU) a été «rapatrié» par le ministère de l'Équipement dans ses locaux de l'Arche de la Défense.

Sabine Effosse

Pour conclure, est-ce que vous souhaitez évoquer quelque chose qui ne l'a pas encore été, ou vos impressions sur cette aventure que vous avez suivie dès le départ, puisque vous êtes arrivé en 1962 ?

Jean-Eudes Roullier

Il me semble que, d'une part, tout a été lié à Paul Delouvrier et à une période historique très porteuse, suffisamment avant la crise. Il y a eu un créneau idéal. Les Américains, sous la Présidence Carter, ont lancé, quelques années après, une politique de villes nouvelles tout à fait passionnante, mais qui malheureusement s'est plantée avec la crise pétrolière. Je trouve que les villes nouvelles ont été un des éléments d'un ensemble. A mon goût, on est un peu trop polarisé sur les seules villes nouvelles. Tout le système de fonctionnement de l'agglomération parisienne, d'abord le système de transport, qu'il s'agisse des transports ferrés, des autoroutes, c'est quelque chose qui a bien des défauts, mais qui a tout de même une cohérence d'ensemble qui n'existait pas avant. D'ailleurs, personne ne l'envisageait. Par ailleurs, cela a été porteur pour les villes nouvelles. La volonté politique de réaliser des villes nouvelles de qualité au niveau du Gouvernement a été très forte pendant quelques années, mais dès le départ de Paul Delouvrier, cela s'est un peu "effrité". En revanche, en ce qui concerne la construction du RER, la construction des autoroutes..., jusqu'à l'année dernière, on a ouvert une gare de RER tous les ans dans les villes nouvelles. Cela a des conséquences sur l'unité du marché du travail, sur les possibilités bonnes ou mauvaises pour les gens d'habiter quelque part et de trouver du travail ailleurs. C'était aussi tout au début du travail des femmes. Par ailleurs, globalement, il me semble que les villes nouvelles sont à une période où elles ont à peu près atteint l'âge adulte. Elles sont relativement riches, donc elles ont quelques moyens financiers. Elles ont certainement un très gros travail de renouvellement urbain à faire au bout de trente, trente cinq ans. C'est vrai partout. Elles continuent à se développer sur le plan économique, toutes. Il y a des créations d'emplois tous les ans dans chacune des villes

nouvelles et des taux de chômage inférieurs à ce que l'on trouve ailleurs, ce qui n'est pas négligeable. Il me semble qu'il y a deux grands défis pour l'avenir. Je pense que les élus en prennent conscience. Deux grands défis qui tournent autour de l'intercommunalité. Le Président du SAN de Saint-Quentin-en-Yvelines, Roger Cadalbert, a écrit un article qui me paraît très pertinent disant que leur grand problème, c'était que le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) avait pris l'habitude d'exister face à l'Etablissement public plus que face aux communes. L'EPA fermant, il faut qu'il se retrouve une culture de projet, à l'inverse de son habitude de réflexion, de critique. Il y a donc une espèce de reconversion à opérer, qui se trouve coïncider avec la mise en application de la loi Chevènement. Il faut quand même rappeler qu'elle consiste à généraliser en France le système des Villes Nouvelles. Les communautés d'agglomération, à quelques réserves de détail près, c'est la généralisation du système des syndicats d'agglomération nouvelle, précédemment Syndicats Communautaires d'Aménagement. En même temps, on voit bien que cela pose un problème que l'on va retrouver partout ailleurs en France, qui est celui des relations entre les Communes et la Communauté d'agglomération. Le sentiment que j'ai souvent, c'est que ces dernières années, notamment avec les problèmes de pauvreté, les problèmes sociaux, de renouvellement urbain, ce sont les communes qui se sont réveillées plus vite que le syndicat de communes. Si on prend les pyramides d'Evry, le quartier de Cergy Saint Christophe, il y a des problèmes et il y a des solutions. Il faut réaménager certaines rues, certaines entrées d'immeubles, reprendre certaines copropriétés, ouvrir les quartiers pour qu'il y ait moins d'ambiguïté entre espaces publics et espaces privés. Ce sont les communes qui y travaillent plutôt que le SAN, mais les moyens et la politique de la ville, c'est tout de même la compétence du SAN. Ce qui me rend relativement optimiste, c'est que là où les Etablissements publics sont en voie de fermeture comme à Cergy et Saint-Quentin-en-Yvelines, il y a nettement un réveil des élus. Néanmoins, ils ont pris du retard, même pour des quartiers en construction. Comment s'organisent-ils ? Certains songent à s'appuyer sur l'AFTRP, d'autres à créer une société d'économie mixte. Ce sont les enjeux de l'intercommunalité de projet.

Sabine Effosse

Il faut dire qu'ils ont été pris en charge pendant trente ans, c'est donc difficile,...

Jean-Eudes Roullier

Tout en ayant quand même de lourdes responsabilités qui étaient partagées. Il y a la thèse qui est un peu celle que j'ai un peu entendue de la part des gens de Cergy, d'Alain Richard,

ministre de la Défense, ou de Dominique Lefèvre, qui est de dire que cela ne basculera vraiment que le jour où on élira au suffrage universel l'Assemblée du Syndicat. Les communes sont plutôt sur la défensive que dans une vision de réelle dynamique. Si le Conseil est élu au suffrage universel, que deviennent les communes ? Ce sont des problèmes qui vont se poser pour la loi Chevènement, à un moment ou à un autre.

Sabine Effosse

Donc les deux grands défis : l'intercommunalité et les relations SAN-communes.

Jean-Eudes Roullier

Je le pense.